

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Après un an (*Amédée Dunois*). — Réforme et Réformisme (*F. Loriot*). — La semaine politique (*C.-E. Labrousse*). — Martov contre le Menchevisme (*Bela Kun*). — Thèses du Comité Directeur.

Thèses sur la question agraire, sur la Défense nationale et la Question militaire, sur la Tactique électorale. — Les méthodes et les procédés de la police russe (*Victor Serge*).

APRÈS UN AN

JE viens de lire, d'une traite, et sans en sauter une ligne, la brochure de 62 pages qui contient le rapport que présente au congrès de Marseille le secrétariat général du Parti communiste. — *Un an d'action communiste*, dit le titre de ce rapport, et de fait, j'ai évoqué à sa lecture toutes les changeantes péripéties de l'année qui s'achève : j'ai revécu non seulement nos actes et nos paroles, qui sont chose publique et sur quoi nous serons jugés, mais nos sentiments aussi, qui sont chose privée, — nos secrètes appréhensions des lendemains de la scission.

Lorsqu'on a cru devoir prendre, comme nous l'avons fait l'année dernière, la lourde responsabilité d'entraîner son parti, contre le gré d'un quart environ de ses troupes et de la presque totalité de son « état-major », hors des sentiers battus du réformisme et de la participation éventuelle au pouvoir, on a le droit de n'être pas froidement rassuré par avance sur les suites que peut comporter pour le Parti, pour le mouvement, une initiative aussi audacieuse. Il est certes beaucoup plus commode de se maintenir, conformément aux lois de la sagesse petite-bourgeoise, dans les voies régulières de la tradition que d'en sortir pour s'efforcer de créer à ses risques et périls une tradition nouvelle.

Mais le prolétariat, comme la fortune, sourit aux audacieux, surtout quand, derrière l'audace, il sent la force d'une grande idée ; après l'expérience d'une année nous pouvons bien dire que nous n'avons pas à nous repentir de ce que nous avons fait. Félicitons-nous donc d'avoir osé.

Comme Frossard le marque lumineusement dans son rapport, la scission que nous ne voulions pas, mais que voulaient obstinément ceux qui l'ont faite — les hommes de la « résistance socialiste » — nous laissait assez mal en point. Pas d'argent : l'adversaire, en partant, avait vidé la caisse ; pas de cadres, ou fort peu ; presque tous les élus d'une part, la grande majorité des militants expérimentés, propagandistes ou administrateurs, d'autre part, étaient contre nous. Nous avions, il est vrai à nous l'*Humanité* ; encore nous était-elle disputée par des moyens qui sentaient l'avocasserie bourgeoise d'une lieue.

Tout était à faire ou à refaire. A la vérité, nous avons connu une période plutôt dure ; du moins avons-nous ignoré le désespoir et le découragement. Libre à nos adversaires de montrer au doigt nos erreurs et nos fautes. Nous en avons commis sans nul doute ; il en est une, du moins, où nous ne sommes pas tombés, la pire de toutes : celle du pessimisme, de l'inertie, de la lâcheté et de la peur.

Nous sommes allés partout à la bataille : contre la bourgeoisie, contre les dissidents, contre les majoritaires de la C. G. T. Nous nous sommes multipliés : il en est parmi nous qui n'étaient qu'écrivains, qu'orateurs et qui soudain, se sont mués en administrateurs, participant minutieusement aux plus petits détails de la vie des journaux et de la gestion du Parti. Quelques hommes nouveaux se sont, en outre, révélés, dont il y a tout à attendre dans l'avenir. En province, de même. Si bien qu'à l'heure actuelle, à près d'un an de la scission, si nous souffrons de quelque chose, ce n'est pas d'un déficit de militants qualifiés.

Je sais bien qu'on leur reproche à ces hommes nouveaux, d'être jeunes et de ne pas se montrer avarés de leur jeunesse. Cela nous change d'avec l'ancien Parti où les galons ne se gagnaient qu'à l'ancienneté, où c'étaient les vieilles barbes qui, toujours, avaient nécessairement raison. C'est parce que nous sommes jeunes que nous avons osé engager avant-hier la bataille de Charonne, hier la bataille de la Santé — et, parce que nous sommes jeunes, nous les avons gagnées, en dépit des poussiéreux Cassandres de la dissidence qui nous prédisaient la défaite et la honte. En quelques mois, nous avons réuni 180.000 francs pour le Parti, 400.000 pour la Maison du Parti, 1 million 100.000 francs pour nos frères affamés de Russie, tandis que l'*Humanité* qui aspire, elle aussi à se mettre dans ses meubles, a maintenant de côté près de 600.000 fr. qui lui permettront d'ici peu de réaliser son vieux rêve d'une imprimerie à elle.

Nous sommes un parti de jeunes, mais pas un parti d'étourdis !

Est-ce à dire que tout aille à souhait dans notre Parti communiste ? Je m'en voudrais de le prétendre. Nous commençons une carrière, qui sera longue et épineuse. Nous demandons d'être appréciés moins sur ce que nous avons fait que sur ce que nous entendons faire, moins sur ce que nous sommes que sur ce que nous entendons devenir. L'année qui vient de s'écouler ne compte raisonnablement pas : année de réorganisation matérielle, de tâtonnements, de mise au point, de recherches. L'année qui s'ouvre nous offre d'autres perspectives. Il va falloir augmenter nos forces, accroître notre combativité. Il va falloir surtout pousser au plus haut degré l'éducation théorique des camarades du Parti de telle sorte que le plus humble d'entre nous puisse devenir à son tour un agent actif et intelligent de propagande communiste.

On parle beaucoup de la nécessité de recruter des adhérents nouveaux. La quantité est une bonne chose : moins bonne cependant que n'est la qualité, j'entends la qualité intellectuelle. Toute section doit mener de front l'action et la culture, l'une fortifiant l'autre : celle-ci se nourrissant de celle-là. Il y a quarante ans, nos sections s'appelaient : *groupes d'études sociales*, et c'était, ma foi, un beau nom. On y apprenait le socialisme ; le groupe d'études était l'école du militant.

Nous n'aurons rien fait tant que nous n'aurons pas fait du Parti un vaste foyer d'*études sociales*. Le socialisme, le communisme est quelque chose qui s'apprend. Le péril vient de ce que trop de nos camarades s'imaginent le savoir, parce qu'ils suivent nos réunions, li-

sent nos journaux, ont parcouru quelques brochures. Mais les fondements de la doctrine demeurent trop souvent ignorés. Sait-on assez que le communisme a une conception de l'histoire humaine qui n'appartient qu'à lui ? A-t-on clairement pénétré « le secret de l'accumulation capitaliste » ? A-t-on bien mesuré toute l'importance des notions de classe et de lutte de classe, de bourgeoisie et de prolétariat ? Ce n'est pas tout à fait certain. On ne connaît probablement pas mieux l'historique du mouvement socialiste.

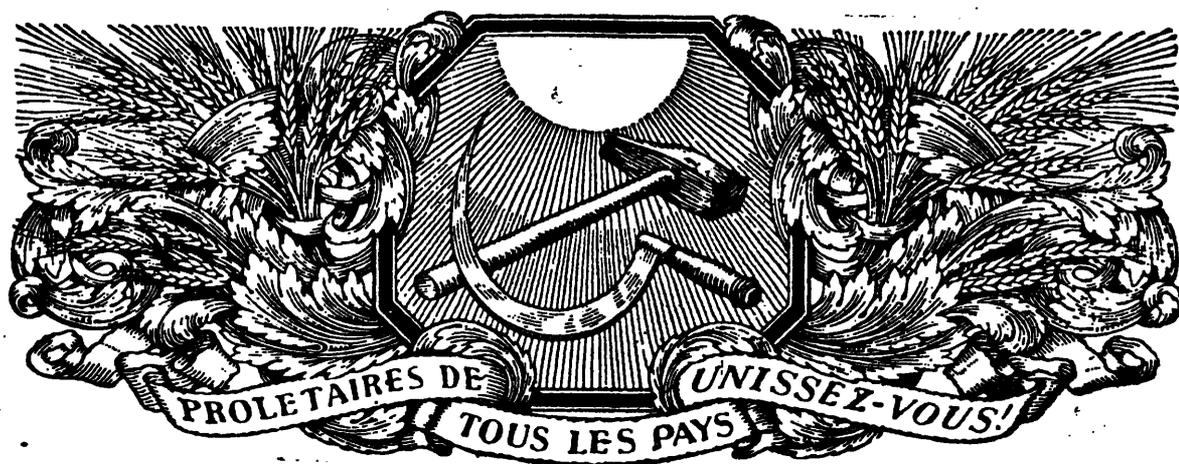
Aujourd'hui, le Parti existe. Sa constitution est solide ; son avenir matériel assuré. Ce qu'on attend de lui, c'est qu'il consacre à la propagande toutes celles de ses forces que la bataille politique laissera disponibles ; c'est qu'il fasse des cerveaux et des consciences communistes. Je sais bien que la grande éducatrice, c'est l'action ; mais l'action de dispense ni de la propagande ni de l'étude. Il n'importe pas de savoir pour savoir ; ce qui importe, c'est de savoir pour agir. Le but de la culture communiste, c'est l'action communiste, la future révolution communiste.

L'année qui s'ouvre doit avoir pour mot d'ordre : De la propagande ! encore de la propagande ! toujours de la propagande ! C'est elle, la propagande, qu'il faut à présent organiser. On nous annonce pour 1922 la création de douze postes de délégués régionaux, dont le rôle consistera moins à discourir en réunions publiques qu'à visiter les groupes et à y faire des conférences éducatives. J'attends beaucoup de ces délégations régionales, si les titulaires en sont bien choisis. J'attends beaucoup aussi de notre *Bulletin Communiste* amélioré et développé. Et je sais que la Librairie du Parti et de l'*Humanité* s'apprete de son côté à un sérieux effort d'éditions et de rééditions dont le plan méthodique sera très prochainement établi.

Allez aux masses ! Ce cri lancé par Moscou a été entendu de toutes les sections de la troisième Internationale. Mais aller aux masses ne serait qu'un geste dérisoire, si ceux qui l'accomplissent n'avaient une conscience communiste à la hauteur de la mission qui leur échoit. Avant donc que d'aller aux masses, ou même tout en y allant, formons des militants. Nous en avons déjà beaucoup, plus même que nous ne pensons. En aurons-nous jamais assez ?

Propagande ! Propagande ! Et puis : Etude ! Etude ! Nous avons à faire du Parti une école, un laboratoire, une vaste pépinière de consciences révolutionnaires et de cerveaux communistes. Et nous n'aurons rien fait tant que nous n'aurons pas fait cela.

Amédée DUNOIS.



Réforme et Réformisme

Le fait que le Parti Communiste n'est pas réformiste, qu'il prend toujours position au Parlement contre les projets de loi des partis bourgeois, qu'il dénonce impitoyablement la duperie des programmes minima des majoritaires de la C. G. T. est savamment exploité par nos adversaires. Ceux-ci et tout particulièrement les social-patriotes contempteurs de la Révolution et apologistes de l'entente des classes, déploient beaucoup d'activité et d'ingéniosité pour dénaturer notre pensée et fausser le jugement des masses sur le véritable sens de notre doctrine et de notre action.

Un de leurs thèmes favoris est de nous présenter comme des illuminés, en extase devant le mirage de chambardement universel et systématiquement opposés aux réformes.

Les communistes, disent-ils aux travailleurs exploités, vous font bien entrevoir la terre promise où vous jouirez d'une félicité parfaite, mais en attendant, non seulement ils vous laissent aux prises avec les tragiques problèmes de votre existence quotidienne, mais ils s'opposent à toute tentative faite par nous, pour alléger le fardeau de vos misères.

Il serait puéril de nier que ce grossier mensonge, surtout lorsqu'il est formulé par des partis qui n'ont pas encore donné au pouvoir la preuve de leur impuissance, trouve, dans les couches profondes du peuple, un crédit que notre propagande n'a pas encore réussi à ébranler sérieusement.

Trop d'ouvriers s'imaginent que nous sommes indifférents ou même hostiles à l'amélioration partielle de leur sort et que nous nous

désintéressons des revendications qu'ils forment au sujet de leurs salaires ou des conditions de travail qui leur sont imposées.

Notre position sur la réforme et le réformisme est cependant parfaitement claire.

Nous ne sommes pas des adversaires de la réforme, au sens étymologique et général du mot ; toute notre action tend au contraire à réaliser vraiment les réformes qui aboutiront à la constitution de la société communiste.

Nous dénonçons simplement à la bourgeoisie capitaliste le pouvoir de consentir aucune des réformes qui assureront la propriété collective, la socialisation des moyens de production et d'échange, et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous prétendons que le prolétariat, en possession du pouvoir politique intégral et grâce à la dictature qui brisera la résistance du capitalisme terrassé, mais non encore vaincu, est seul apte à réaliser ces réformes.

Nous sommes donc pour les réformes, pour toutes les réformes qui peuvent apporter quelque soulagement à la misère des travailleurs pauvres.

Les communistes à l'usine, à l'atelier, aux champs, sont avec les salariés qui luttent pour obtenir des avantages matériels et moraux immédiats et ils se réjouissent avec eux lorsque ces avantages sont arrachés au patronat.

Mais ce que les communistes ne sauraient faire et ne feront pas, c'est incorporer ces revendications limitées qui ne menacent aucun des privilèges essentiels de la bourgeoisie, dans le programme de leur parti sous

le fallacieux prétexte que l'heure de la révolution n'a pas sonné.

Organisation de classe, le parti communiste lutte pour l'émancipation intégrale du prolétariat. Il détermine les conditions de la victoire totale des exploités sur leurs exploités et il oppose en toutes circonstances son programme de lutte de classes et de révolution aux programmes de réformes des autres partis.

Il dénonce inlassablement la duperie de projets qui laissent entier le problème de la possession collective des richesses sociales et détournent la classe ouvrière de l'accomplissement de sa mission historique.

Les circonstances ont obligé, depuis une vingtaine d'années, la bourgeoisie française à consentir une série de réformes : repos hebdomadaire, retraites ouvrières, réglementation et inspection du travail, loi des huit heures, etc., cela n'a pas empêché le capitalisme de couvrir l'Europe de ruines et de sang et de réduire les travailleurs pauvres du monde entier à la misère et au chômage.

Mais si le Parti Communiste est pour les réformes, c'est-à-dire pour les concessions de détail qu'il est possible d'obtenir de la bourgeoisie, il est, par contre, l'adversaire irréductible du *réformisme*, doctrine qui attribue à la réforme, des vertus qui n'appartiennent qu'à la révolution.

Les réformistes, j'entends les réformistes sincères, ceux qui osent s'avouer tels, qui ne dissimulent pas, à l'exemple des social-patriotes, leur véritable pensée sous une phraséologie révolutionnaire, pensent que la démocratie bourgeoise peut évoluer progressivement, légalement et pacifiquement, à l'aide du bulletin de vote, vers la démocratie prolétarienne.

Nous prétendons que c'est là une erreur funeste qui fait le jeu du capitalisme, seul intéressé à la cessation de la lutte de classes.

La bourgeoisie n'a qu'une capacité de réforme limitée. Les exemples abondent pour nous prouver qu'elle a recours à toutes les violences pour résister aux exigences des masses lorsque ces exigences menacent ses privilèges essentiels et son existence.

Il n'y a pas d'action pacifique et légale qui triomphera des résistances du capital appuyé de ses institutions politiques, économiques et militaires, lorsqu'on lui présentera son arrêt de mort.

A de telles prétentions, il opposera d'abord ses lois et, si celles-ci sont impuissantes, ses tanks et ses mitrailleuses.

A la violence, le prolétariat sera bien obligé

de répondre par la violence ou d'abandonner la lutte et de se résigner.

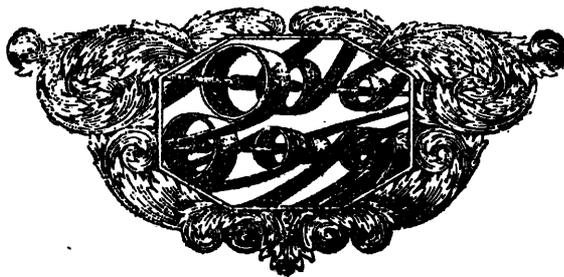
Ce qui s'est passé en Italie nous prouve que le capitaliste ne se laissera pas grignoter. Le gouvernement italien, sous la pression révolutionnaire des masses, avait pris l'engagement de reconnaître le contrôle ouvrier et de l'organiser. Cependant, l'effervescence une fois calmée, ce n'est pas le contrôle ouvrier, dont il n'est plus question, que le gouvernement a organisé, mais le fascisme et l'assassinat des militants communistes.

Nous n'avons aucune raison de penser que le capitalisme français sera plus généreux et plus désintéressé que le capitalisme italien. Si, d'ailleurs, le gouvernement italien avait été contraint de faire passer le contrôle ouvrier dans la légalité, cela ne l'aurait pas empêché d'agir ultérieurement pour neutraliser les effets de cette réforme et la rendre de plus en plus inopérante. C'est pourquoi le Parti Communiste dénonce la vanité du réformisme et ses dangers.

La classe ouvrière n'a pas besoin de limiter ses revendications.

Lorsqu'elle est assez forte pour faire triompher l'une de celles qui entraînent la déchéance certaine du capitalisme, elle est assez forte pour faire triompher les autres et faire sa révolution.

F. LORIOT.



Le Bulletin Communiste publie tous les documents concernant le Mouvement Communiste International.

Le Bulletin Communiste est indispensable à tous les militants.

Le Bulletin Communiste doit se trouver dans les bibliothèques de toutes les sections.

Le Bulletin Communiste paraît tous les jeudis sur 16, 20 ou 32 pages. Nous envoyons franco des bouillons destinés à la propagande. Adresser les demandes à *René Reynaud*, 120, rue Lafayette, Paris (10^e).

La Semaine Politique

Autour du débat sur la politique financière

Feuilletez l'album politique, de 1914 et de 1921 : vous vous apercevrez à quel point la guerre a grossi les traits, alourdi les schémas, donné à toute chose un aspect caricatural. Le budget bourgeois n'a pas échappé à cette dangereuse déformation. Ses tares de classe apparaissent aujourd'hui sous un jour impitoyable. Les débats qui, depuis deux semaines, se déroulent à la Chambre n'ont sans doute apporté à cet égard aucune révélation fulgurante : ils n'en complètent et n'en prolongent pas moins d'heureuse façon le très prudent Rapport de M. Bokanowski.

Chef d'œuvre de classe, le budget de 1921 l'est assurément. Mais c'est le chef d'œuvre d'une classe qui court à la faillite. Le budget de 1922 pose, comme les budgets précédents, un problème dont la bourgeoisie et le réformisme petit-bourgeois s'affirment incapables de trouver la solution. Ce problème s'établit ainsi : d'une part, un budget de dépenses incompréhensibles. Soit un déficit irréductible... Considérable aussi.

Par quels moyens extraordinaires le combler ? Par l'emprunt ? De l'aveu unanime, un emprunt se heurterait aujourd'hui à des difficultés insurmontables. Par un prélèvement sur le capital ? La solution pourrait paraître séduisante — surtout à la bourgeoisie intelligente et désireuse de faire la part du feu. Mais il paraît aujourd'hui, avec le resserrement monétaire dont souffrent l'industrie et le commerce, d'un rendement immédiat bien douteux. Concevra-t-on l'impôt sur le capital, comme en Italie, à la manière d'un impôt complémentaire sur le revenu ? Le résultat obtenu chez nos voisins, avec une Chambre très « à gauche », n'est vraiment pas encourageant. Cet impôt donne un produit annuel de 450 millions. Pauvre chose infirme pour un budget de 40 milliards. La bourgeoisie française peut-elle compter davantage sur une émission de papier-monnaie ? On sait quel effondrement du change serait alors à redouter, et aussi quelle dénivellation terrible en résulterait, pour tous les travailleurs, entre les salaires et le coût de la vie. Quant à l'indemnité allemande, la discussion devant la Chambre a montré — et ce fut là, dans une certaine mesure, une nouveauté — qu'elle n'intervenait guère dans les prévisions de la plupart des orateurs, à quel parti qu'ils appartenissent. Certes, les officiels ont encore plastronné, menacé... Mais, ainsi que le constatait en substance M. Jèze dans un récent numéro de *l'Ere Nouvelle*, cette attitude devient de plus en plus « de style » et il est entendu pour tout le monde que « le Boche ne paiera guère » ou même « qu'il ne paiera pas ». Voudrait-on se faire payer par contrainte ? Il a été clairement prouvé que l'occupation de la Ruhr se solderait, soit par un déficit, soit par un gain dérisoire.

Résumons ces prémisses :

Budget de classe, chef-d'œuvre de classe.

Déficit certain. Pour le combler, ni impôts nouveaux, ni emprunt, ni prélèvement sur le capital, ni inflation nouvelle, n'apparaissent possibles ou suffisants. Ainsi s'affirme l'impuissance des moyens pacifiques de la bourgeoisie.

Il ne faut compter, d'autre part, ni sur un appoint sérieux de l'Allemagne, ni sur le bénéfice à tirer des « gages » et de leur exploitation. Ainsi s'affirme l'impuissance des moyens de contrainte de la bourgeoisie.

Voilà la situation. Nous n'aurons, pour l'établir, qu'à prendre chez nos adversaires des faits et des chiffres.

Le budget de 1922 s'élève à 24 milliards 953 millions. Nous faisons, bien entendu, toutes réserves sur ce chiffre qui ne peut être considéré que comme un minimum fort insuffisant. Nous revenons ci-dessous sur les observations qu'il impose.

Admettons néanmoins ce chiffre, provisoirement. Comment les dépenses vont-elles être distribuées ?

Plus de la moitié, 12 milliards 866 millions, est affecté au service de la dette publique : soit une dotation, appelée encore à s'élever, de près de 52 % sur l'ensemble du budget. La dotation correspondante de 1914 s'élevait à 1.307 millions, soit 25 % du budget.

Les budgets de la guerre et de la marine absorbèrent 4 milliards 821 millions, comme première mise de fonds : soit une première dotation de 20 %. L'ensemble des dépenses militaires, selon un député fort autorisé du Bloc national, le lieutenant-colonel Fabry, atteindra environ 7 milliards. La proportion de ces dépenses dépassera ainsi fortement celles du budget de 1914.

Quant au budget du travail, il se voit largement pourvu d'une dotation de 162 millions : soit moins de 0,7 % de l'ensemble du budget. Il permet de distribuer 120 francs par an de retraites ouvrières.

Aucun crédit comme il est juste n'est prévu pour les assurances sociales dans l'espoir desquelles il convient d'entretenir, en toute honnêteté, le prolétariat français.

52 %, 20 % — et 0,7 % : voilà des chiffres que tous nos propagandistes se doivent de retenir ; c'est un honnête coefficient d'esprit de classe pour notre bourgeoisie.

Qu'ils présentent donc le budget de 1922 comme le budget des rentiers et des munitionnaires. Aphorisme de réunion publique ? Relisez, constatez : c'est l'impérieuse leçon des chiffres — des chiffres officiels.

Budget des rentiers, des munitionnaires... et aussi budget de faillite. Là encore, très simplement, sans passion, laissons parler nos adversaires et leurs chiffres.

Le budget de 1922 sera, si la Chambre approuve les propositions de la Commission des Finances, de 24

milliards 953 millions. Il s'élevait, en 1921, à 26 milliards 498 millions, et, en 1920, à 27 milliards 181 millions. Soit, pour cette année, une compression moyenne apparente de 2 milliards, environ, sur les deux précédents exercices. Il faut toutefois noter que les crédits de 1922 paraissent fortement sous-estimés. Rien n'est prévu pour les arrérages des bons et des obligations qui vont être émis par la trésorerie au cours de l'année prochaine. Rien n'est prévu pour les dépenses de Syrie. Rien n'est prévu pour les indemnités de vie chère, dont le ministre a reconnu nécessaire le maintien, au moins partiel. Il est donc certain que des demandes de crédits supplémentaires seront présentées, et que le prochain exercice budgétaire se soldera par un chiffre de dépenses oscillant autour des chiffres atteints lors des deux exercices précédents.

Aux 25 milliards des budgets ordinaire et extraordinaire réunis, il faut ajouter 6 milliards prévus pour le budget des dépenses recouvrables. Soit un minimum de 31 milliards qui sera grossi d'un nouvel emprunt du Crédit national (7 milliards ont été empruntés l'année dernière). Ne portons toutefois au budget des dépenses que le chiffre incompressible de 31 milliards.

Au budget des recettes, M. Doumer nous prie d'inscrire le chiffre de 23 milliards 328 millions. On sait comment ce chiffre a été atteint. M. Doumer a décrété simplement des sur-estimations de recettes. Il eût pu aller, ainsi, bien au delà de 23 milliards.

Mais acceptons ces chiffres. Les budgets ordinaire et extraordinaire accusent un déficit de 1.625 millions. Pour l'ensemble du budget, le déficit dépasse 7 milliards 1/2 dont il faut déduire, il est vrai, les sommes représentées par les hypothétiques paiements de l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, le déficit de 1922 dépasse et considérablement le chiffre de 1.625 millions.

Le déficit des années à venir sera beaucoup plus considérable encore : car chaque année ajoute au fardeau de la dette. Et un certain nombre de recettes sont appelées à disparaître rapidement. M. Vincent Auriol signalait justement l'extinction prochaine des recettes des stocks et de la taxe sur les bénéfices de guerre : en tout environ 3 milliards 1/2. Si bien qu'il faut prévoir, pour les seuls budgets ordinaire et extraordinaire de 1923, un déficit de 5 milliards 1/2.

— Nous ne discutons pas le budget de 1923 ! s'est écrié, les bras au ciel, le ministre des Finances.

Admirable prévoyance de gouvernement ! Voilà tout ce qu'un ministre des Finances consent à répondre quand on attire son attention sur les terribles menaces de l'avenir, d'un avenir immédiat. Peut-on trouver plus éloquent aveu d'impuissance ?

Ainsi, déficit considérable pour le présent ; déficit plus considérable encore pour l'avenir. Et le régime s'affirme incapable à résoudre seulement le problème du présent !

Où trouver les milliards indispensables à l'équilibre budgétaire de l'année prochaine ? Augmenter les impôts ? Il n'y faut pas songer. Chaque contribuable payait en moyenne 108 francs en 1914. Il en paie aujourd'hui 517. Le point de saturation est atteint : déjà l'exercice budgétaire en cours accuse de fortes moins-values. Emprunter ? La dette est de 325 mil-

liards — et de 523 milliards si on capitalise les annuités des pensions et des réparations. Il paraît difficile d'y ajouter beaucoup. Qu'on se rappelle que les arrérages des emprunts absorbent 52 % du budget des dépenses. L'Etat empruntera-t-il sous des prétextes ? Où trouver l'argent ? Les dernières émissions du Crédit National ont trouvé un accueil moins qu'encourageant.

Que reste-t-il alors ? L'impôt sur le capital ? L'inflation ? Nous avons examiné déjà ces deux « solutions » et constaté à quelles difficultés se heurtait la première, quels inconvénients rédhitoires résultaient de la deuxième.

Reste la suprême ressource « faire payer l'Allemagne ».

Nous conseillons aux oublieux, il y a quelques semaines, de se reporter à certain livre publié à Londres quelques années avant la guerre, et traduit presque immédiatement dans toutes les langues. On y dénonçait « la grande illusion » de la guerre profitable, de la guerre qui paie. Ce n'est plus une nouveauté de dire que les faits ont sanctionné cette thèse d'une confirmation magistrale.

On sait quelles obligations ont été imposées à l'Allemagne du fait du traité de paix et des accords subséquents qui en ont sensiblement atténué la rigueur. En exécution des engagements auxquels elle a dû souscrire, l'Allemagne a effectué récemment un paiement d'un milliard de marks-or. Le résultat ne s'est pas fait attendre. Fin janvier dernier, le mark cotait à Genève 10 centimes 65. Il cotait fin juillet 6 centimes 85 ; fin octobre, 6 centimes 01 ; aujourd'hui, 2 centimes environ : soit, sur le marché de Paris, un sou ! Ainsi, par le jeu du change, l'achat des devises étrangères nécessaires au solde de l'indemnité de guerre imposé à l'Allemagne réduit mécaniquement la valeur du mark. Le chiffre de « notre » créance augmente en proportion directe des paiements de « notre » débiteur. Voilà à quelles contradictions insolubles a mené la politique de guerre et de paix de la bourgeoisie !

Bien, dira-t-on. L'Allemagne ne peut pas payer. Son budget est en déficit de plus de 100 milliards. Elle s'achemine à la faillite. Mais cette faillite sera purement monétaire. Sa richesse économique demeure. Elle garde intactes ses mines et ses usines ; intact également le gage de la Ruhr. Nous nous paierons nous-mêmes sur ces richesses.

L'expérience a été faite, malheureusement pour la bourgeoisie, d'une telle politique. Les « sanctions économiques » dont on a parlé avec une telle emphase ont rapporté 140 millions de francs-papier, sur quoi il a fallu payer les frais de perception... et ceux de la mobilisation de la classe 19. Il est fort probable que l'occupation de la Ruhr coûterait, en frais militaires, autant ou plus qu'elle pourrait rapporter par ailleurs. C'est l'opinion exprimée au Sénat par le président du Conseil. C'est l'opinion des sociétés minières, obligées de baisser leur prix de vente par suite de la surproduction dont l'occupation de la Ruhr ne ferait qu'augmenter la gravité.

Pratiquement, la bourgeoisie française n'a donc pas à compter sur la carte allemande pour redresser

sa partie désespérée. Les accords de Wiesbaden, aux effets limités, n'apporteront pas une atténuation sensible à cette situation. L'Allemagne ne paie pas. Il est impossible de la contraindre à payer.

Alors ? Où trouver les deux milliards — cinq l'année prochaine ! — du déficit des budgets ordinaire et extraordinaire ? Où trouver les treize milliards du budget des dépenses recouvrables et des emprunts du Crédit National ? Où trouver les dizaines de milliards nécessaires à la réfection de l'outillage économique ? Où sont les crédits destinés aux « lois sociales » si pompeusement annoncées ? La France est épuisée, vidée. Rien — ou bien peu de chose — n'est à attendre de l'Allemagne. Les dépenses augmentent chaque année avec la méthode d'emprunts qu'Auriol a justement définie « la capitalisation du déficit ». Les recettes, avec la crise économique, diminuent. Voilà le problème.

J'ai laissé parler les faits, les chiffres. N'ont-ils pas déjà indiqué une solution ?

Quand les masses comprendront-elles que seule la République socialiste dont l'avènement signifiera réduction radicale des dépenses de la dette et des dépenses militaires (à elles seules près des trois quarts du budget des dépenses), socialisation avec expropriation des grandes richesses publiques, entente internationale ou franco-allemande pour les « réparations », organisation et discipline sévère du travail, quand les masses comprendront-elles que la République socialiste qui signifie tout cela peut seule relever le pays de ses ruines et assurer à tous la sécurité du lendemain ?

Glanes

A épingler cette déclaration de M. de Lasteyrie (Séance de la Chambre du 9 novembre), sur la solidarité économique internationale :

M. de Lasteyrie. — Nous nous trouvons en présence d'une situation où le dérèglement des changes vient bouleverser complètement tous les rapports économiques entre les peuples, où les nations les plus riches, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, souffrent d'une sorte de blocus des changes qui rappelle le blocus de la guerre. Ces nations, aux changes trop élevés, ne peuvent plus exporter, elles ne peuvent plus vendre aux nations européennes trop pauvres pour acheter.

Par ce blocus des changes ces nations — malgré tout leur or — souffrent d'une crise terrible de chômage. Elles traversent une crise économique plus grave, plus préoccupante que celle des Etats dont les changes sont le plus avariés.

M. Vincent Auriol. — C'est la condamnation de la politique économique suivie.

M. de Lasteyrie. — OUI, MESSIEURS, QU'ON LE VEUILLE OU NON, IL EXISTE UNE SOLIDARITE ECONOMIQUE CERTAINE, INDENIABLE ENTRE LES NATIONS. Avant la fin de la guerre, il aurait fallu s'en préoccuper. Il aurait fallu essayer de mettre en pratique cette solidarité interalliée qui, aux uns et aux autres, nous aurait permis de passer plus aisément les jours difficiles.

M. de Lasteyrie confirme ainsi une vérité familière, reprise par M. Briand lui-même dans le discours sonore et vide de Saint-Nazaire.

Mais MM. Briand, de Lasteyrie et leurs confrères petits-bourgeois, prétendent-ils être les hommes d'un internationalisme économique pacifique et durable ?

Sans doute, n'attribuons-nous au facteur idéaliste

qu'un rôle secondaire dans l'évolution humaine. L'économique domine le politique, lui préexiste, comme le fait préexiste à l'idée. Mais « la politique », « l'idée » n'en conservent pas moins, une fois enfantés, une valeur de réaction propre. En l'espèce, étant donné l'état de l'Europe, nous déclarons que, seul, un esprit international, seule, une politique internationaliste, peuvent permettre à l'internationalisme économique, indispensable au relèvement du monde, un développement méthodique conforme à l'intérêt commun.

Et, seule, la République socialiste peut doubler son internationalisme économique d'un internationalisme politique, seule elle peut l'animer d'un esprit international.

La Conférence de Washington

Se rappelle-t-on les dithyrambes qui avaient accueilli « la noble proposition du président Harding » ? La bourgeoisie internationale allait se réunir sur les terres jeunes du Nouveau-Monde, d'où s'élèverait une invocation ardente et souveraine à la paix.

Cette imposture, accueillie avec déférence par les éternels gogos du pacifisme, fut dès les premiers jours, dénoncée par le Parti Communiste. On sait la confirmation que M. Tardieu, il y a quelques semaines, apporta avec crudité à notre thèse.

...Mais, monsieur le Président du Conseil, questionnait M. Tardieu, est-ce que vous croyez véritablement qu'en arrivant à Washington, c'est de la limitation des armements qu'on va vous parler tout d'abord ?

Si vous vous reportez aux invitations officielles du gouvernement américain... vous vous apercevrez que deux questions seront traitées à Washington, dont l'une dominera l'autre. Limitation des armements, c'est entendu, mais aussi et d'abord examen du problème du Pacifique et d'Extrême-Orient.

Ces problèmes, poursuivait M. Tardieu, « c'est le problème du pétrole, du coton, de la navigation, des câbles, de la T. S. F. » C'est un aussi « un problème financier, un problème des ports ouverts et des zones d'influence... »

Il ne faut pas s'étonner que la solution de tels problèmes n'ait pas prédisposé la Conférence à des résolutions draconiennes sur le désarmement. Jusqu'ici, rien n'a été décidé, et l'on n'aperçoit pas la décision qui pourrait être prise. Ou plutôt, il ne paraît que trop facile, d'après ce que l'on voit, de prédire ce que l'on devine.

« La flamme brusquement allumée par M. Hughes a plus chauffé qu'éclairé et il semble qu'elle a surtout rendu visibles, pour parler à peu près comme Milton, les ténèbres où le monde se débat, sans les dissiper en rien », écrit mélancoliquement M. Aulard.

Nous reviendrons très prochainement d'une façon plus complète et plus détaillée sur l'avortement de la Conférence « pacifiste ».

Mais constatons dès aujourd'hui que, seul, une fois de plus, le Parti Communiste avait vu juste en mettant les peuples en garde, avec une saine vigueur, contre les illusions ou les perfidies de Washington.

C.-E. LABROUSSE.

Martov contre le Menchevisme

Les publications de Martov ont obtenu, depuis quelque temps, le plus grand succès dans les milieux socialistes et menchevistes internationaux. C'est que, bien que combattant le bolchevisme — avec une croyance défaillante et une conviction ébranlée — Martov se situe à un niveau intellectuel très supérieur à celui d'un Kautsky ou d'un Hilferding.

La presse de l'Internationale 2 1/2 paraît cependant avoir omis de publier un des derniers articles leaders de Martov. Est-ce parce que Martov y condamne certaines illusions menchevistes qu'il partageait lui-même il y a peu de jours ? Quoi qu'il en soit, la presse menchevique a fait le silence sur cet article, que, pour cette raison précisément, nous tenons à tirer de la pénombre d'une revue russe éditée à Berlin.

Il y a longtemps que la presse des deux Internationales socialiste pullule d'articles démontrant la restauration et l'assainissement du capitalisme. Ces articles avaient moins pour but de constater un « fait objectif » que de servir de base aux justifications théoriques de l'attitude contre-révolutionnaire des social-démocrates et des socialistes.

Le menchevik russe D. Daline, ayant récemment publié à son tour un article sur les illusions révolutionnaires, Martov y répondit dans le *Messager Socialiste* (de Berlin), sous ce titre : *Illusion et Réalité*.

Pour les mencheviks de l'acabit des indépendants allemands, c'est un fait que le capitalisme renait et que le ravitaillement s'est beaucoup amélioré. L'affirmation des communistes que nous sommes entrés dans une époque révolutionnaire et que la crise économique actuelle a la révolution pour aboutissant logique, leur paraît fondée sur de purs mirages.

Tel n'est pas l'avis de Martov, qui, chiffres en mains démontre que ni la production, ni les transports, ni les finances ne s'améliorent et que la situation de la classe ouvrière s'aggrave, même dans les Etats vainqueurs.

Ainsi, écrit Martov, les conclusions du camarade Daline, suivant lesquelles la situation mondiale économique s'est améliorée au cours des dernières années, en régime capitaliste, ne sauraient être acceptées qu'en un sens, et c'est qu'il ne saurait y avoir, pour l'économie mondiale, pire état de choses que l'état de guerre et que la seule cessation de cet état est par elle-même amélioration considérable. »

Vérité banale qui n'infirme certes pas l'affirmation communiste que la guerre entraîne la révolution sociale. D'après les conclusions de Martov, le capitalisme ne peut surmonter la « crise de guerre », même s'il bénéficie de périodes de prospérité ; par opposition au cycle de développement capitaliste d'avant-guerre, nous pouvons prévoir une période de capitalisme précaire, coupée de recrudescences d'activité et de débâcles.

Martov constate — ce que les communistes n'ont jamais nié — que le capitalisme peut, théoriquement, servir à ces crises ; mais il démontre aussi qu'il est impossible au capitalisme de surmonter la crise actuelle sans condamner à une mort lente, mais certaine, une portion importante de l'humanité — qui ne se soumettra pas sans discussion à son inflexible arrêt.

La révolution ou la mort ! Telle est la deuxième déduction qui s'impose au lecteur de Martov, pendant que les gens de l'Internationale 2 1/2 s'évertuent à chercher des solutions intermédiaires, facilitant ainsi l'œuvre néfaste du capitalisme contre ceux qu'il condamne.

Outre la possibilité théorique de la reconstitution du capitalisme, celle de la défaite du prolétariat dans la période révolutionnaire subsiste. Dans cette éventualité, Martov envisage deux perspectives : ou le prolétariat vaincu entraînera dans sa chute la civilisation capitaliste, ou « l'évolution capitaliste en suspens » reprendra après la défaite sur les bases nouvelles, qui seront celles « de la dégradation et de l'esclavage du salarié ».

Ici, Martov se plaint à quitter, par un revirement « blanquiste », le domaine des facteurs objectifs pour énoncer, sur les perspectives de victoire ou de défaite de la révolution, l'apophtegme suivant : « Telle est la limite des prévisions certaines, où commence le domaine de l'activité humaine ».

Et Martov de réfuter la théorie qui ne voit partout, « à l'époque de la révolution sociale », que passivité, confusion, apathie, esprit petit-bourgeois.

— Il ne s'agit pas — s'exclame-t-il, pour la plus grande édification des gens de l'Internationale 2 1/2 — de savoir si le prolétariat est prêt, mais s'il progresse dans le sens de la révolution et si le cours scientifiquement prévu de l'évolution sociale et de la crise prolongée accentuera encore les « réactions psychiques provoquées chez le prolétariat allemand par sa défaite » et la possibilité politique » du prolétariat français après ses accès de chauvinisme.

A quoi on ne pourrait répondre par l'affirmative qu'en citant Martov lui-même, mais en affirmant que « la brillante restauration du capitalisme va lui permettre d'enfermer ses esclaves dans une cage dorée et de transformer ainsi leur apathie actuelle en une base social-psychologique durable de sa domination ».

Martov, d'ailleurs, estime que ce n'est nullement prouvé et que le contraire semble même établi..

Après quoi, contrairement à notre attente, Martov, qui vient de réfuter victorieusement Hilferding et de détruire les illusions de ses propres partisans, recommence le combat contre le bolchevisme, sans doute pour ne pas perdre la totalité de ses illusions. Il y arrivera ; mais il a besoin, au préalable, de la leçon des faits ou, comme il dit, des « résultats nouveaux de l'activité humaine ».

BELA KUN.



Thèses du Comité Directeur

Nous publions ci-dessous le texte des Thèses sur la Question agraire, sur la Défense nationale et la Question militaire ; sur la Tactique électorale. La Thèse concernant la Politique syndicale du Parti a été publiée dans notre numéro spécial du 11 novembre.

Nous publierons dans notre prochain numéro la Thèse concernant la Propagande féminine, ainsi que celle sur les coopératives.

Ces thèses, adoptées à l'unanimité par le Comité Directeur doivent être discutées par toutes les sections et fédérations du Parti.

Thèse sur la Question Agraire

Guerre ou Révolution

La situation actuelle du monde, avec ses ruines humaines et matérielles, son déséquilibre économique et financier, ses haines de race plus violentes que jamais, ses conflits d'intérêts qui semblent rendre fatale une nouvelle conflagration générale, donne à la Révolution un caractère d'urgence qu'on ne pouvait soupçonner autrefois.

Pendant la paix, le régime capitaliste se montrait sous son aspect le moins inquiétant. Il assurait tant bien que mal l'existence des travailleurs. Par le droit de vote, il leur procurait l'illusion de la souveraineté. Aujourd'hui, le capitalisme s'affirme le maître absolu. Il dispose du droit de vie et de mort sur le prolétariat. Les chefs d'Etat, même animés des meilleures intentions, sont soumis à ses nécessités économiques : les événements des dernières années ont tué l'idéologie pacifiste et wilsonienne. Le régime capitaliste, qui « porte en lui la guerre », constitue un bloc qu'on ne peut briser.

A défaut de toute autre considération, ce danger permanent de guerre ferait de la disparition de la bourgeoisie, en tant que classe dirigeante, une question de salut public. *La prise du pouvoir par le prolétariat n'est plus seulement la condition essentielle de la transformation sociale : elle apparaît comme le seul moyen d'assurer la paix du monde.*

Les masses l'ont compris d'instinct. Le rétablissement révolutionnaire qui a abouti en France à l'adhésion à la 3^e Internationale a été, dans une certaine mesure, déterminé par la volonté de paix. Les populations rurales qui, par endroit, se tournent vers le Parti Communiste, cherchent avant tout dans la Révolution un asile contre la guerre.

Les conditions humaines et matérielles de la Révolution agraire

Or, cette révolution que nous devons faire pendant la période où s'accroissent les difficultés dans lesquelles le capitalisme se débat sera en quelque sorte une révolution avant terme.

Les conditions matérielles et humaines du communisme ne sont pas réalisées en France dans tous les domaines. Dans le commerce et l'industrie, la concentration capitaliste très avancée rendrait facile la socialisation éventuelle si la classe ouvrière, organisée syndicalement, se préparait aux besognes de contrôle et de direction. Mais, aux champs, le communisme se heurte à des difficultés aussi grandes dans les choses que dans les hommes.

La concentration de la propriété annoncée par les théoriciens du marxisme ne s'est pas produite avec régularité dans l'agriculture. Le mouvement de la propriété agraire, en France, présente plutôt, dans son ensemble, l'aspect d'un incessant assaut mené par les paysans sans terre contre les grands domaines acquis par la bourgeoisie lors de l'émigration ou possédés encore par l'ancienne aristocratie.

Cette lutte est difficile. Elle exige, de la part des familles paysannes, des dizaines d'années d'efforts et de privations ininterrompus. Trois, quatre générations s'évanouissent parfois avant que le groupement familial ait acquis les terres qui lui sont indispensables. Leur victoire est souvent sans lendemain : il faut partager entre les enfants les champs si péniblement conquis, et leurs parts trop faibles les obligent à retourner à la terre des grands propriétaires ; il suffit de la maladie, de quelque mauvaises récoltes, de la défaillance du chef de famille pour anéantir les résultats d'une lutte d'un siècle. Mais, malgré les rechutes individuelles, la petite propriété terrienne supporte fort bien la concurrence de la grande. Rien ne permet d'affirmer qu'elle sera absorbée, à une date même très lointaine. Et, à l'encontre des travailleurs de l'industrie, les paysans peuvent conserver l'espoir — bien faible, il est vrai — de se libérer du « maître » en régime capitaliste, par la propriété individuelle. Les nombreux achats de terre qu'ils ont effectués pendant la guerre le démontrent.

Il est impossible de dire d'une manière rigou-

reusement exacte l'étendue respective des terres appartenant aux paysans qui les exploitent et de celles mises en valeur par le prolétariat agricole (salariés, colons, fermiers). Les statistiques d'avant-guerre indiquaient que la France comptait environ 5.700.000 exploitations rurales parmi lesquelles 4.850.000 petites exploitations de 0 à 10 hectares et 850.000 exploitations dépassant 10 hectares. Ces chiffres montrent combien, en dépit des affirmations intéressées des soutiens du régime, le sol est inégalement réparti dans notre pays. Mais ils ne fournissent aucune précision sur le rapport qui existe entre l'étendue des terres travaillées par leur propriétaire et des terres source de profit capitaliste. Des métayers, fermiers ou salariés exploitent, en effet, des fermes de moins de 10 hectares ; par contre, des fermes de 20, 30 hectares et au-dessus sont la propriété de la famille qui les met en valeur.

Cependant, on peut classer en trois groupes la propriété rurale française :

1° Propriété capitaliste organisée pour la grande culture et mise en valeur par des salariés à l'aide de l'outillage moderne ;

2° Propriété capitaliste divisée en exploitations familiales et mise en valeur par des métayers, fermiers ou salariés ;

3° Propriété familiale mise en valeur par le paysan propriétaire.

Seul le premier groupe (de beaucoup le moins important) se prêterait à une socialisation immédiate — grâce à l'étendue de ses exploitations et aux méthodes de travail qu'il a adoptées — à condition que l'éducation communiste des salariés qu'il emploie fût préalablement accomplie.

Le caractère du paysan français constitue pour le communisme un obstacle au moins aussi grand que celui provenant du morcellement du sol. Le rural vit en isolé. Ce n'est qu'accidentellement (au moment de la rentrée des récoltes) qu'il unit ses efforts à ceux de ses voisins. Il supporte mal un contrôle quelconque. D'ailleurs, tout contrôle sérieux serait pratiquement impossible aux champs. A l'usine, il est facile de déterminer le rendement moyen que doit fournir un ouvrier : le contre-maître surveille, la machine commande. Comment vérifier la profondeur du sillon creusé ? Comment se rendre compte si la labour fut donné au bon moment ? Surtout, comment imposer au rural les journées de travail de quatorze ou seize heures, indispensables pourtant lorsque les intempéries l'ont immobilisé des semaines entières ?

Le paysan est à la fois patron et ouvrier. Il suffit à cette double tâche parce que le régime actuel lui permet les récompenses ou lui inflige les sanctions nécessaires. L'espoir du profit, la crainte de la perte aiguillonnent sans cesse son activité. Certes, il aime son travail, il se réjouit d'une belle récolte, mais la notion de l'intérêt individuel est intimement mêlée à ces sentiments. Et il serait dangereux de croire qu'en quelques mois, même en quelques années, la Révolution pourrait transformer ce caractère fait d'habitudes séculaires.

Trois attitudes sont possibles

Malgré le développement de son industrie et de son commerce, la France reste, avant tout, un pays agricole. Les paysans y constituent le groupement humain le plus nombreux. Par conséquent, ils joueront fatalement un rôle de premier plan dans la Révolution. Et ni leur système de propriété, ni leurs méthodes de travail, ni leur caractère ne se prêtent à la réalisation immédiate du communisme.

En présence de ces faits, le Parti Communiste a le choix entre trois attitudes :

1° Renoncer momentanément à la Révolution et attendre que se soit produite, dans les choses et dans les esprits, l'évolution nécessaire ;

2° Essayer l'application stricte et immédiate des principes communistes dans un milieu rural non préparé ;

3° Dresser un programme transitoire qui, s'inspirant du milieu économique et humain dans lequel l'effort révolutionnaire doit s'exercer, améliorera la situation de l'immense majorité des paysans, réservant la réalisation intégrale du communisme pour le jour où les masses paysannes lui donneront *volontairement* leur adhésion.

Renoncer momentanément à la Révolution, cette hypothèse ne saurait être retenue. L'expérience du passé démontre qu'il est impossible de compter sur une concentration de la propriété agraire. Vouloir transformer la mentalité paysanne en régime capitaliste serait également utopique. En développant notre propagande aux champs, en poussant les fédérations à nommer, dans ce but, des délégués permanents, nous pouvons recruter, dans chaque commune, un noyau de camarades prédisposés naturellement à venir au communisme ; nous pouvons accroître nos effectifs électoraux, mais nous ne changerons pas les hommes. Pour convertir la masse, il faut en avoir les moyens, et ces moyens sont à la disposition de la classe capitaliste. Seule, la conquête du pouvoir nous les donnera. Et puis, ajourner la Révolution, ce serait se résigner à de nouvelles guerres. Le Parti Communiste ne peut en accepter l'éventualité. Il doit à tout prix, en lui enlevant le pouvoir, mettre le capitalisme hors d'état de nuire.

Essayer l'application stricte et immédiate des principes communistes dans le milieu actuel ? Dire aux paysans, au lendemain de la prise du pouvoir : « Il n'y a plus de bornes, plus de barrières, tout appartient à tous. Vous travaillerez en commun selon des règles que vous établirez en collaboration avec les représentants de l'Etat ; puis, vous prendrez, parmi les récoltes produites, la part qui vous sera nécessaire ou celle que vous attribuera le conseil de la commune ? »

Quelques paysans comprendraient que cette association du sol et des efforts aboutirait à plus de richesse pour l'ensemble, et ils laboureraient la terre communale avec la même ardeur que leurs champs d'aujourd'hui. Mais qui oserait affirmer que les masses suivraient et que s'accomplirait en quelques jours, par le seul fait de la conquête du pouvoir, une révolution dans les âmes ? Car

travailler par plaisir ou par devoir, ou simplement comprendre que l'intérêt individuel se confond avec l'intérêt de tous, que la meilleure façon de travailler pour soi c'est de travailler pour les autres, cela suppose une véritable révolution morale. Et qui oserait baser la réussite de la révolution sociale sur la réalisation d'un pareil miracle ?

En Russie, toutes les tentatives faites pour introduire brusquement le communisme dans les milieux ruraux ont échoué. « Le régime de la commune, écrit Ossinski (commissaire du peuple russe à l'Agriculture), ne supprime pas seulement toute propriété privée, il impose à la liberté personnelle des entraves lourdes et gênantes. Ce n'est pas seulement la production, mais même la consommation personnelle qui, dans la commune, est réglementée par une collectivité étroite. La vie domestique tombe, par la force des choses, sous la tutelle d'autrui. C'est pourquoi seules sont viables les communes composées d'éléments parfaitement conscients et cohérents ou bien liés entre eux par des sympathies personnelles... »

Certes, les paysans français, plus instruits, supérieurs professionnellement, sont plus aptes que les moujicks russes à mettre en usage les méthodes modernes de la production. Malgré l'inaction criminelle du gouvernement capitaliste de notre pays contre les constructeurs de machines et les fabricants d'engrais qui les exploitent, ils ont considérablement amélioré, depuis un quart de siècle, leur outillage et leurs rendements. C'est ce qui nous permet d'espérer que notre révolution sociale échappera aux épreuves traversées par la Russie des Soviets.

Mais, précisément parce qu'il est de civilisation plus ancienne, parce que, depuis des siècles, il ne connaît que la propriété individuelle, le paysan français, plus que le moujick, est pétri d'individualisme. Le *Mir* avait conservé en Russie, de génération à génération, l'habitude d'un communisme partiel, depuis longtemps aboli en France. Et les rudiments d'instruction reçus par nos paysans à l'école primaire les rattachent plus fortement encore à la forme individuelle de la propriété.

L'application brusque du communisme se heurterait à l'incompréhension et bientôt à la résistance de l'énorme majorité des paysans français. Ils soutiendraient la révolution tant que durerait l'expropriation du capitalisme agraire, mais ils se sépareraient d'elle lorsqu'il s'agirait d'organiser la nouvelle forme de propriété. Les contraindre à accepter la propriété commune serait impossible. L'essayer serait dangereux : tout essai de contrainte les rapprocherait du haut capitalisme industriel et commercial. Et ces luttes intestines aboutiraient sans doute, pour le malheur commun des paysans et des ouvriers, à l'échec de la Révolution.

Le Parti Communiste est donc conduit à organiser un régime agraire intermédiaire qui, supprimant le métayage, le fermage et le salariat, donnera aux paysans, libérés du capitalisme terrien, la jouissance gratuite de la terre (c'est-à-dire, en fait, sa propriété) et, tout en écartant le danger

de conflit entre les deux fractions du prolétariat, en les soudant, au contraire, l'une à l'autre, accroîtra la production et permettra la création d'un milieu favorable à la réalisation du communisme.

La Révolution agraire

La révolution agraire doit résoudre trois grands problèmes : régime de la propriété ; continuité et augmentation de la production agricole ; éducation communiste de la classe paysanne.

I. — Régime de la Propriété. — Expropriation

Seront expropriés : les terres arables en friche ; les terres mises en valeur par des colons, fermiers ou salariés (sauf dans le cas où les salariés sont les auxiliaires des petits propriétaires exploitants) ; le cheptel et les immeubles qui en dépendent.

Les petits propriétaires exploitant eux-mêmes conserveront la jouissance absolue et perpétuelle de leur propriété.

L'expropriation, appliquée aux grands propriétaires oisifs, constitue simplement une restitution. Elle est aussi légitime que la suppression des privilèges de l'ancienne noblesse. Elle ne saurait, par conséquent, donner aux capitalistes terriens dépossédés le droit d'être indemnisés. Tout au contraire, après la restitution, ils resteront moralement débiteurs envers la société pour avoir vécu de père en fils, parfois depuis des siècles, sans rembourser par leur travail à la communauté humaine l'équivalent des richesses qu'ils consommèrent. Par ailleurs, le droit à l'indemnité aboutirait à des résultats inadmissibles : comme l'indemnité devrait logiquement être proportionnelle à la valeur des terres reprises, le régime nouveau servirait aux parasites de la veille des rentes d'autant plus fortes que leur parasitisme aurait été plus onéreux pour la société. La plupart d'entre eux jouiraient ainsi, dans la Révolution, d'une situation supérieure à celle des travailleurs.

Par contre, l'expropriation soulève une question délicate pour une catégorie de propriétaires. Lorsque la vieillesse ou les infirmités les obligent à quitter la charrue, de nombreux paysans sont contraints, pour vivre, à confier leurs terres à des salariés, colons ou fermiers. Le revenu ou la part des récoltes qu'ils en tirent ne leur procure bien souvent qu'une existence médiocre, menacée constamment par la fluctuation des cours des produits agricoles. Et, tandis que leur passé de travail devrait leur assurer une vieillesse aisée et digne, ils sont réduits à exploiter d'autres cultivateurs, à entrer fréquemment en conflit avec eux. Par l'organisation immédiate d'un système d'assurances sociales, avec de larges retraites pour la vieillesse, la maladie ou les infirmités, la Révolution assurera à ces petits propriétaires une existence matériellement et moralement supérieure. Pendant la période comprise entre l'expropriation et la mise en vigueur du système national d'assurances, ces petits propriétaires recevront leur retraite par les soins d'un organisme local alimenté par les versements des bénéficiaires de l'expropriation.

Les grands propriétaires dépossédés jouiront éga-

lement des avantages de l'assurance sociale. Si la Révolution ne leur doit aucune indemnité d'expropriation, elle ne saurait oublier que la société a le devoir d'assurer à tous ses membres les moyens de vivre. *Les vieillards, les malades, les infirmes, recevront une retraite. Quant aux jeunes, ils travailleront.*

**

Les terres, cheptel et bâtiments d'habitation ou d'exploitation expropriés deviendront la propriété de la collectivité, mais les paysans en auront la jouissance gratuite et perpétuelle. Un Conseil communal, composé des diverses catégories de producteurs agricoles et nommé par eux en assurera la répartition équitable.

L'intérêt même des paysans leur commande de ne pas exiger la propriété absolue, c'est-à-dire le droit d'acheter et de vendre immeubles, terre et cheptel. Ils savent par expérience que les familles les plus véritablement tranquilles et aisées sont celles qui possèdent, libre de toute hypothèque, la terre qu'elles peuvent travailler sans faire appel à la main-d'œuvre salariée. Ils savent aussi que, avec le régime de la propriété absolue, tel qu'il existe aujourd'hui, il suffit de quelques mauvaises récoltes, de la paresse ou de la légèreté d'un seul de ses membres pour que la famille, ruinée, retombe au métayage ou au salariat. *La jouissance gratuite et perpétuelle procure tous les avantages de la propriété absolue et en supprime les inconvénients.*

Le Conseil chargé de la répartition des biens expropriés les remettra :

1° *S'il s'agit de grandes propriétés (terres de labour, vignobles, etc..) outillées pour la culture moderne, à l'ensemble des travailleurs qui les exploitaient auparavant. Ceux-ci se constitueront en coopérative de production dont les statuts régleront la discipline du travail et sa rémunération, conformément aux prescriptions de la nouvelle législation agraire.*

2° *S'il s'agit d'exploitations familiales, aux familles qui les mettent en valeur ou aux groupes de familles qui se constitueraient volontairement pour la culture en commun.*

Cette répartition sera précédée d'un remembrement du sol destiné à réunir les terres autour des bâtiments d'habitation et d'exploitation.

Les petits propriétaires auront droit à une partie des biens distribués, dans le cas où leur propriété ne suffirait pas à leur capacité de travail et à leurs besoins : ils ne sauraient, en effet, être placés en infériorité vis-à-vis des autres travailleurs. Les salariés agricoles qui employaient leurs bras dans les petites exploitations bénéficieront également de la répartition. Cependant, s'ils préfèrent conserver leur rôle de collaborateurs, ils deviendront les associés de la famille qui les emploie, constituant avec elle une coopération de production.

Les paysans qui avaient abandonné la culture pour s'employer dans le commerce, l'industrie ou les fonctions publiques, entreront à égalité dans la

nouvelle organisation s'ils veulent retourner à leur profession primitive.

Un Conseil cantonal tranchera en dernier ressort tous les différends soulevés par la répartition.

Au-dessus d'une certaine étendue, les forêts seront exploitées sous la direction d'une administration nationale.

La législation agraire, basée sur ces principes généraux, règlera les détails de l'expropriation et de l'appropriation, la composition et le mode d'élection des Conseils communaux et cantonaux, le fonctionnement des coopératives de production, l'étendue minimum des forêts non soumises à répartition et, en général, toutes les questions se rapportant au nouveau régime de propriété.

II. — Continuité et augmentation

de la production

La possibilité de profit est le grand moteur de l'activité paysanne. Sous peine de voir la production décroître, la Révolution devra donc assurer aux cultivateurs la libre disposition du produit de leurs efforts et créer dans ce but des coopératives communales de vente et d'achat qui serviront d'intermédiaires entre l'agriculture et l'industrie. *Cette tâche sera facilitée partout où les sections du Parti auront acquis à l'avance l'habitude de la coopération.* Sur ce point, la question agraire se confond avec le vaste problème de l'échange et de la répartition des produits.

Comment le paysan pourra-t-il utiliser la valeur de ses récoltes et la plus-value du cheptel ? Actuellement, ses économies constituent pour lui et les siens une assurance contre la maladie et les intempéries ; elles lui permettent d'acheter de la terre, d'augmenter son bien-être matériel (c'est-à-dire d'améliorer sa situation et celle de ses héritiers). Or, la révolution lui donnera d'une manière définitive (ainsi d'ailleurs qu'à ses enfants) toute la terre qu'il pourra travailler. Le système d'assurances sociales le mettra à l'abri des intempéries, de la maladie, qui lui servira une retraite pour sa vieillesse.

Après qu'il aura acquitté les diverses charges sociales, le paysan trouvera, dans le perfectionnement de son outillage, l'aménagement de ses bâtiments d'exploitation, l'embellissement de sa maison, l'amélioration de ses conditions d'existence matérielles et intellectuelles, un large débouché pour ses économies.

Le remembrement accompli avant la répartition des terres aura déjà facilité le travail agricole. L'emploi généralisé des machines modernes et des engrais, dont les stocks seront mis immédiatement à la disposition des communes rurales, le rendra à la fois moins pénible et plus productif.

Bientôt, l'école démocratisée dans laquelle les divers degrés de l'enseignement seront ouverts, par voie de concours, à toutes les intelligences, permettra de doter la culture des agronomes et des chimistes indispensables qui, véritables médecins des terres, accoutumeront les paysans à un

usage plus judicieux des engrais, leur indiqueront les récoltes qui conviennent le mieux à leur sol et dirigeront les grands travaux de drainage, d'irrigation, de colmatage...

Les écoles d'agriculture qui existent déjà, ainsi que les grandes fermes outillées pour la culture scientifique, permettront d'expérimenter les nouvelles méthodes que leurs élèves, dont le nombre sera considérablement accru, vulgariseront ensuite dans les communes.

En un mot, après leur avoir donné la terre, la révolution poussera les cultivateurs par l'éducation, par l'exemple, à en tirer le rendement maximum.

III. — Education communiste de la classe paysanne

Quelle que soit l'excellence des règles sociales, l'individu les brisera tôt ou tard si elles heurtent sa nature.

Les transformations énumérées plus haut peuvent s'accomplir avec les paysans tels qu'ils sont aujourd'hui, parce qu'elles apportent au sort de chacun d'eux de sensibles améliorations : la terre qui leur est nécessaire aux prolétaires actuels ; la consolidation et, dans bien des cas, l'agrandissement de leur propriété aux petits propriétaires ; aux uns et aux autres, l'usage à de meilleures conditions du matériel et des engrais et, par le renversement du régime capitaliste, la suppression essentielle des guerres.

Mais l'avenir posera d'autres problèmes : nouvelle répartition des terres pour adapter l'étendue de l'exploitation à l'importance numérique des familles ; colonisation intérieure pour décongestionner les régions surpeuplées et diriger le trop-plein de leur population vers les contrées où, faute de bras, la terre serait insuffisamment tra-

vaillée ; développement de la motoculture (chaque région se spécialisant dans les récoltes qui conviennent le mieux à son climat, à la nature de son terrain, etc...) dont l'assurance sociale aura supprimé les inconvénients...

Il s'agit donc, pour la Révolution, de préparer les paysans à ces nouveaux problèmes, avant qu'ils ne se posent avec une réelle gravité : de substituer la notion de l'intérêt commun à celle de l'intérêt individuel.

L'emploi de machines puissantes qui exigent un personnel nombreux (comme les batteuses) ou qui accomplissent la même besogne dans plusieurs exploitations (les charrues à tracteur, les moissonneuses-lieuses, par exemple) ; la pratique de la coopération pour la production et les échanges arracheront le paysan à son isolement actuel, l'amèneront à comprendre que son intérêt n'est pas de se dresser contre les autres ou simplement de vivre à côté d'eux, mais de vivre avec eux dans une collaboration chaque jour plus étroite.

L'éducation par la lecture et la propagande orale seconderont l'éducation par les faits. La prise du pouvoir mettra la presse entre les mains du prolétariat. L'histoire des dernières années a bien montré la puissance du journal sur les sociétés modernes. Quelle action ne sommes-nous pas en droit d'en attendre lorsque ses dizaines de millions d'exemplaires seront consacrés au bien de l'humanité !

Par l'école, la révolution gagnera au communisme les jeunes générations de paysans.

Battu en brèche par les nouvelles méthodes de travail, par la parole, par la presse, par l'école, l'égoïsme perdra rapidement du terrain. Les paysans se grouperont en associations de production de plus en plus nombreuses en attendant le jour où, *de leur plein gré*, ils arracheront les bornes qui les divisèrent pendant des siècles.

Thèse sur la Défense Nationale et la Question Militaire

I

L'idéologie de la défense nationale fut une des causes profondes de la lamentable chute de la 2^e Internationale. Cette idéologie résultait d'une conciliation impossible, en société capitaliste, entre les prétendus intérêts nationaux et la solidarité internationale, entre le patriotisme et l'internationalisme. Toutes les résolutions des congrès se ressentirent de cette équivoque.

C'est au nom de la défense nationale que les chefs et presque tous les partis socialistes de la 2^e Internationale, dans les pays belligérants, renièrent la lutte des classes et lui substituèrent la solidarité des oppresseurs et des opprimés, des massacreurs et des massacrés. C'est au moment le plus décisif de l'histoire mondiale que la 2^e In-

ternationale, par son bureau et ses sections les plus importantes, française, allemande et anglaise, abandonna la base vitale de notre doctrine : la lutte des classes.

Cependant, le massacre international était venu à point pour confirmer cette doctrine éprouvée et d'une précision scientifique. La guerre mondiale a confirmé, par le fait, que, sous le régime capitaliste, les intérêts de la classe capitaliste dominent les intérêts généraux de la nation. Car le capitalisme mondial n'a pas hésité à déchaîner la plus atroce des guerres, ruinant et assassinant les peuples pour satisfaire ses ambitions impérialistes, sa soif de domination et de lucre. Ce que les socialistes prédisaient, dans leur programme quotidien, arriva. Par sa politique d'aventures colo-

niales, par la chasse perpétuelle aux débouchés, par la course folle aux armements, par sa propagande stupidement nationaliste, inquiète surtout des progrès de la classe ouvrière, la société capitaliste se dirigeait tout droit vers la guerre mondiale exterminatrice.

Le socialisme révolutionnaire disait toujours aux peuples : « Le capitalisme, c'est la guerre ». Il prévoyait même le cas où la classe ouvrière serait impuissante à empêcher la guerre. Et il faisait un devoir au prolétariat mondial de faire sortir la révolution sociale de la guerre internationale. Et c'est au moment même où les prévisions du socialisme de classe se réalisèrent que les social-patriotes de la 2^e Internationale abandonnèrent le drapeau du prolétariat massacré pour rejoindre celui de la classe capitaliste massacreuse. Le châtiement ne s'est pas fait attendre. La défense nationale a tué la 2^e Internationale. Ses chefs gouvernent aujourd'hui la société capitaliste et la protègent de leurs corps contre la révolution prolétarienne. Un portefeuille ministériel est devenu la monnaie courante d'un régime qui solde le prix de la défection socialiste.

II

Le fait même de l'adhésion à la 3^e Internationale signifie la rupture nette et décisive avec la défense nationale. En effet, la fraction du socialisme russe qui a présidé à la première révolution communiste et puissamment contribué à la fondation de la 3^e Internationale a, dès le début de la guerre mondiale, reconnu son caractère impérialiste et déclaré qu'il n'y avait pas d'autre solution à cette guerre entre bandits capitalistes que la révolution sociale. Elle a dénoncé la défense nationale comme la défense de la société capitaliste et demandé aux prolétariats entraînés par force au massacre de s'unir fraternellement dans la seule guerre juste des ouvriers et des paysans contre leurs exploités et les massacreurs.

Les communistes russes ont fait ce qu'ils ont dit. Ils s'emparèrent du pouvoir, conclurent la paix, exproprièrent les capitalistes et les propriétaires fonciers et déclarèrent une guerre à mort à la contre-révolution capitaliste qui se dressait, un peu partout, contre le régime ouvrier et paysan. Pour défendre la patrie de la révolution et du travail, tout un peuple se leva et chassa les généraux réactionnaires armés par le capitalisme international. Pour la première fois dans l'histoire, la défense d'une nation signifiait celle de la classe ouvrière et paysanne, la défense à la fois ouvrière et révolutionnaire. Les ouvriers défendaient leurs usines, les paysans leur terre, et tout le peuple la paix et la propriété nationalisée.

La première révolution communiste a donné spontanément aux nombreux peuples de l'ancien Empire russe l'autonomie totale et absolue allant jusqu'à la séparation. C'est un exemple sans précédent dans l'histoire. Partout la question des nationalités fait couler des torrents de sang, ainsi que nous le voyons de nos jours en Irlande, en Asie Mineure et ailleurs. Tandis que le pouvoir com-

muniste a permis, sans effusion de sang, la constitution de toute une série de républiques libres et autonomes : la Finlande, la Lithuanie, la Lettonie, le Turkestan, etc., etc., les partis bourgeois et capitalistes promettaient aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes. Mais, par leurs traités, dits traités de paix (Versailles, Sévres, Trianon, etc., etc.), ils transformèrent en esclaves ou en clientèles politiques des nations entières. Les communistes ne firent pas de phrases, mais réalisèrent l'autonomie de tous les peuples qui acceptèrent de vivre en paix avec la République des Soviets. Ainsi se trouve justifiée la distinction que Marx faisait entre une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne : la première est le règne de « la phrase » ; la deuxième est celui des « réalités » positives. La défense nationale capitaliste conduit à la destruction des nations ou à leurs assujettissement. La société communiste réalise, en définitive, la véritable indépendance des individus et des nations.

III

Après avoir défini le rôle de la défense nationale dans le passé et dans la Russie soviétique présente, il nous reste à dire quel peut être son rôle, dans l'avenir prochain, en face de la situation mondiale actuelle et des événements que celle-ci peut et doit provoquer. La guerre impérialiste de 1914-1918 a laissé le monde à l'état de déséquilibre fondamental. Le monde, pulvérisé ou balkanisé, est déchiré en deux groupements de nations : le groupe des prétendus vainqueurs, ruinés, écrasés de dettes et de charges financières, incapables de profiter des terribles leçons de la guerre mondiale, pliant sous le fardeau des armements et prêts à recommencer les folies ruineuses de la guerre ; l'autre groupe se compose des peuples vaincus, humiliés, écrasés, piétinés, désarmés, proie facile et prédestinée des voisins surarmés. La faillite guette à la fois les deux groupements de peuples dressés les uns contre les autres dans une haine qui dure encore. La vie économique est stagnante. Le commerce et l'industrie sont partiellement ou totalement paralysés. Le chômage s'étend. La monnaie se déprécie. La cherté de la vie augmente. Les budgets deviennent des gouffres engloutissant le plus clair revenu des peuples. La ruine est partout. La sécurité nulle part.

La menace de nouvelles guerres est permanente. La terrible paix sortie de la dernière boucherie mondiale contient de nombreux motifs de guerres certaines. Les traités imposés aux peuples vaincus par la force brutale, au mépris de tout droit même bourgeois, dresse un peu partout de nouvelles Alsace-Lorraine : Fiume, Alsace-Lorraine entre l'Italie et la Yougo-Slavie ; Vilna, Alsace-Lorraine entre la Pologne et la Lithuanie ; Bessarabie, Alsace-Lorraine entre la Russie et la Roumanie ; Haute-Silésie, Alsace-Lorraine toujours menaçante entre l'Allemagne et la Pologne ; Burgenland entre l'Autriche assassinée et la Hongrie mutilée ; le Banat entre la Hongrie et la Roumanie ; Chantoung entre la Chine et le Japon, etc., etc. Partout des poudrières et des mines prêtes à sau-

ter à chaque instant et à faire sauter la mauvaise paix capitaliste.

Au-dessus de ces conflits locaux, un formidable conflit mondial se prépare entre la ploutocratie américaine soutenue par la France et l'impérialisme japonais allié de l'Angleterre. La Chine, avec ses 400 millions d'habitants, est l'objet des convoitises des deux impérialismes : américain et japonais.

C'est la Turquie de la prochaine guerre mondiale.

Les signes précurseurs de la prochaine guerre mondiale se multiplient et frappent tout observateur averti par leur quasi-identité avec ceux qui ont précédé la dernière guerre mondiale. Mêmes convoitises, mêmes inquiétudes, mêmes provocations, mêmes combinaisons diplomatiques et mêmes recherches d'alliances. Et pour parfaire l'analogie des situations, une conférence pour le désarmement est convoquée à Washington à l'instar de celle de La Haye. Ces sortes de conférences font partie intégrante de la préparation militaire. Elles trompent les nations sur les véritables desseins des gouvernants. Elles font croire aux peuples abusés que leurs gouvernements ont tout fait pour combattre les dangers de guerre. Et si la guerre éclate, c'est la faute de l'ennemi agresseur. Ainsi, ces conférences de paix préparent les « Unions sacrées » des peuples que la politique des classes dominantes mène à la boucherie.

Se déclarer, dans ces conditions, pour la défense nationale, c'est donner carte blanche aux gouvernants préparant de nouveaux carnages, c'est leur donner d'avance l'assurance qu'ils peuvent tout se permettre avec des peuples prêts à sacrifier leur vie sur l'autel de la patrie capitaliste.

IV

Les considérations de principe, ainsi que la situation internationale dictent au Parti Communiste une attitude claire et précise :

1. Le P. C. dénonce, par tous les moyens en son pouvoir, par sa propagande orale et écrite, par des interventions fréquentes et énergiques de son groupe parlementaire, la politique impérialiste et nationaliste des classes dominantes et de leurs gouvernements. Il rattache la politique de

guerre des gouvernements à leurs véritables raisons : à la lutte pour la propriété privée et nationale, pour la domination, pour les zones d'influence ; pour les frontières stratégiques et les bases navales, et surtout à la lutte pour les plus grands profits capitalistes sur le marché mondial.

2. Le P. C. dénonce sans cesse toutes les manœuvres diplomatiques préparant la guerre et allant des alliances et des traités plus ou moins secrets jusqu'aux conférences dites de paix et de désarmement.

3. Le P. C. combat tous les budgets et tous les crédits de guerre en démontrant leur caractère capitaliste et impérialiste, les périls constants de guerre qu'ils contiennent.

4. Le P. C. défend les intérêts et l'indépendance de tous les peuples et particulièrement des peuples vaincus et désarmés.

5. Il dénonce le scandale du système militaire actuel, qui, par sa durée et ses méthodes, cherche à préparer des esclaves résignés et soumis au régime de l'exploitation et du massacre de l'homme par l'homme. Le groupe parlementaire se prononce contre tout projet militaire ayant comme base l'encasernement et réclame l'armement général du peuple travailleur.

6. La position du Parti Communiste vis-à-vis de la défense nationale lui impose une tâche immédiate de défense de classe : la propagande antimilitariste doit redoubler d'énergie et d'activité et rappeler aux travailleurs sous les drapeaux qu'ils n'ont de devoir qu'envers leur classe.

7. Le Parti Communiste doit, en toute occasion, prendre la défense des soldats indigènes des troupes coloniales, les éclairer sur les rapines du capitalisme français dans leurs pays d'origine et leur faire comprendre qu'ils constituent avant tout une force mercenaire au service d'une bourgeoisie de guerre civile.

8. En cas de déclaration de guerre, le Parti Communiste affirme : « Au système capitaliste, pas un homme, pas un sou ». Il fait appel à la résistance du peuple et utilise tous les moyens en son pouvoir, y compris la grève générale révolutionnaire, pour précipiter la chute du régime capitaliste, cause principale des guerres.

Thèse sur la Tactique Electorale

Le Parti Communiste, parti de lutte de classe et de révolution, oppose aux dogmes démocratiques une négation catégorique.

Appuyé sur l'histoire, il déclare que la conquête du pouvoir politique par le prolétariat à l'aide du suffrage universel est impossible.

Il sait que la dictature bourgeoise ne sera renversée que par la force et devra être remplacée par la dictature des ouvriers et des paysans jusqu'au triomphe complet du communisme.

L'action électorale n'a donc pour lui qu'une valeur secondaire. Elle doit servir, non pas à l'occupation progressive du pouvoir par les travail-

leurs s'emparant peu à peu des assemblées délibérantes, mais à la diffusion des idées communistes parmi les masses, au recrutement du Parti, à l'agitation révolutionnaire, portée, toujours avec plus d'audace, au cœur même des institutions bourgeoises.

Pour les communistes, la question d'une entente permanente ou temporaire avec tout autre parti ne saurait même pas se poser. Ni pour le présent, ni pour l'avenir, le Parti ne peut envisager, sous quelque forme que ce soit, un accord avec les partis bourgeois.

Pour les élections générales, législatives, canto-

nales ou municipales, comme pour les élections partielles de tout ordre, il repousse l'idée même d'une entente.

Son action électorale ne peut être qu'une des formes de son action politique d'ensemble, qui tend à grouper et à organiser les travailleurs en parti de classe, pour la prise révolutionnaire du pouvoir.

Les fondateurs même du communisme scientifique ont revendiqué pour le prolétariat le droit de faire servir à ses fins propres les conflits secondaires de la bourgeoisie. Le Parti, surtout dans cette période de désagrégation et de trouble social, manquera aux règles les plus élémentaires de la tactique s'il ne faisait, autant qu'il est possible, tourner à son profit les antagonismes qui opposent souvent les diverses fractions de la classe possédante. Mais il se doit d'agir, dans ce sens, avec une entière franchise.

Le Parti Communiste voit dans la complaisance avec laquelle les groupements pseudo-socialistes cherchent l'alliance de tels ou tels partis bourgeois la marque de leur irrémédiable déchéance.

Pour lui, nulle tractation avec d'autres partis, nulle combinaison électorale, sous quelque forme qu'on la puisse imaginer, ne saurait exister.

Repoussant tous rapports avec les états-majors des autres partis, les communistes s'efforceront, par leur propagande, de rechercher dans les divers groupements politiques les travailleurs qui s'y sont égarés et de montrer aux petits bourgeois, à la petite propriété paysanne, comment le grand capitalisme les opprime.

Les élections législatives partielles, les élections municipales ou cantonales qui auront lieu jusqu'à cette date, seront soumises au système du scrutin majoritaire avec deuxième tour.

Le Parti a donc le devoir, en vue de ces diverses consultations électorales, de préciser sa tactique. Celle-ci doit être fixée à la lumière des principes rappelés plus haut.

Toute élection, si modeste que soit son importance, doit être, pour le Parti Communiste, l'occasion d'une affirmation révolutionnaire. Partout et toujours, la doctrine du Parti doit être exposée sans réticence et, à tous les tours de scrutin, le principe de la lutte de classe mis en action. Le moindre manquement au devoir communiste, en cette matière, doit faire l'objet de sanctions sévères. C'est pourquoi il importe que le Comité Directeur, investi des droits du Parti lui-même par le Congrès National, contrôle toujours l'action électorale des Fédérations.

Dans tous les cas où, après le premier tour, il apparaît que le candidat du Parti peut espérer le succès pour le scrutin de ballottage, la lutte doit être continuée avec un redoublement d'énergie.

C'est toujours sur le terrain d'action du communisme qu'elle sera poursuivie, le Parti faisant appel aux masses, sans rien retrancher de son programme révolutionnaire et en évitant toute déclaration qui pourrait, à cet égard, prêter à l'équivoque et ravaler le candidat communiste au rôle

humilié des concurrents bourgeois en quête de mandats. Dans le cas même où d'autres candidats se désisteraient en faveur du porte-drapeau communiste, celui-ci ne devra pas s'autoriser de ces désistements pour réclamer des suffrages, mais continuer de faire directement appel aux masses au nom du Parti.

Le Parti ne pourrait, sans affaiblir la notion de la lutte de classe, prononcer au deuxième tour de scrutin le désistement de son candidat en faveur du représentant d'un autre parti. Il repousse toute tactique de ce genre, comme incompatible avec ses idées essentielles.

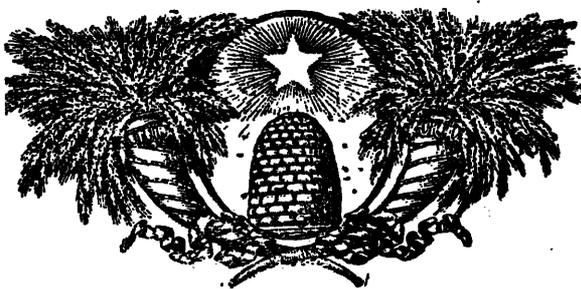
Dans tous les cas où il apparaîtra qu'en maintenant son candidat au second tour de scrutin, sans espoir de succès, le Parti risque d'affaiblir le résultat obtenu au premier tour et le créer, dans la circonscription, une situation défavorable pour le développement ultérieur du communisme ; la prudence commandera à la Fédération intéressée de retirer purement et simplement son représentant.

D'autre part, si une Fédération juge qu'elle peut, sans inconvénient pour le Parti, et avec l'espoir légitime de prolonger son effort de propagande, maintenir jusqu'au bout son candidat, même dans le cas où le succès du communisme au second tour semble improbable, le Parti a le devoir de tenir compte d'une telle situation et d'un pareil état d'esprit.

La complication extrême de la situation politique actuelle et les difficultés auxquelles le Parti se heurte encore dans son effort de développement, ne permettent donc pas d'établir une règle unique pour le second tour de scrutin.

C'est pourquoi le Congrès décide, pour les élections partielles, jusqu'en 1924, de laisser à chaque Fédération le soin de proposer à la ratification du Comité Directeur la solution qui lui paraîtra la meilleure en cas d'insuccès au premier tour : retrait pur et simple du candidat communiste, ou continuation de la lutte au second tour.

Le Comité Directeur s'efforcera d'unifier la tactique en s'inspirant des intérêts généraux du communisme. Aucune décision ne sera valable si elle n'a obtenu son approbation. C'est au Comité Directeur qu'il appartiendra, en cas de désaccord, de fixer l'attitude du Parti. Toute faute contre la discipline appellera les sanctions de la Commission des conflits.



Les Méthodes et les Procédés DE LA POLICE RUSSE

(Suite et Fin)

Conclusion. — Pourquoi la Révolution

La police devait tout voir, tout entendre, tout savoir, tout pouvoir... La puissance et la perfection de son mécanisme apparaissent d'autant plus redoutables qu'elle trouvait dans les bas-fonds de "l'âme humaine des ressources inattendues.

Et, pourtant, elle n'a rien su empêcher. Pendant un demi-siècle, elle a vainement défendu l'autocratie contre la révolution plus forte d'année en année. En 1917, l'autocratie s'est effondrée sans que ses légions de mouchards, de provocateurs, de gendarmes, de bourreaux, de sergents de ville, de cosaques, de juges, de généraux, de popes, pussent retarder encore le cours inflexible de l'histoire. Les rapports de l'*Okhrana* rédigés au cours des derniers jours de l'ancien régime par le général Globatcheff constatent l'approche de la révolution et prodiguent au tsar les avertissements inutiles. De même que les plus savants médecins appelés au chevet d'un moribond ne peuvent que constater, minute par minute, les progrès de la maladie, les policiers omniscients de l'Empire voyaient, impuissants, le tsarisme rouler aux abîmes...

Car la révolution était le fruit de causes économiques, psychologiques, morales, situées au-dessus d'eux et en dehors de leur atteinte. Ils étaient condamnés à lui résister inutilement et à succomber. Car, c'est l'éternelle illusion des classes gouvernantes de croire que l'on peut enrayer les effets sans atteindre les causes, légiférer contre l'anarchie (comme en France et aux Etats-Unis), contre le socialisme (comme Bismarck le fit en Allemagne), contre le Communisme, comme on s'y évertue aujourd'hui un peu partout. Vieille expérience historique. L'Empire romain, lui aussi, persécuta vainement les chrétiens, et le catholicisme couvrit l'Europe de bûchers, sans réussir à vaincre l'Hérésie, la Vie.

**

A la vérité, la police russe était débordée. La sympathie instinctive ou consciente de l'immense majorité de la population allait aux ennemis de l'ancien régime. Leur martyre fréquent suscitait le prosélytisme de quelques-uns et l'admiration du grand nombre. Sur ce vieux peuple chrétien, la vie apostolique des propagandistes qui, renonçant au bien-être et à la sécurité, se vouaient, pour apporter aux misérables un évangile nouveau, à la prison, à l'exil des Sibéries, à la mort même, exerçait une irrésistible influence. Ils étaient bien le « sel de la terre » : les meilleurs, les seuls porteurs d'un immense espoir, et, pour cela, persécutés.

Ils avaient ainsi pour eux la seule puissance morale, celle des idées. L'autocratie n'était plus un principe vivant. Nul ne croyait à sa nécessité.

Elle n'avait plus d'idéologues. La religion même, par la bouche de ses penseurs les plus sincères, condamnait un régime qui ne reposait plus que sur l'emploi systématisé de la violence. Les chrétiens les plus grands de la Russie moderne, Doukhabors et Tolstolens, ont été des anarchistes. Or, une société qui ne repose plus sur des idées vivantes, dont les principes fondamentaux sont morts, peut tout au plus se maintenir quelque temps par la force d'inertie.

Mais, dans la société russe des dernières années de l'ancien régime, les idées nouvelles — subversives — avaient acquis une puissance sans contre-poids. Tout ce qui, dans la classe ouvrière, dans la petite-bourgeoisie, dans l'armée et la flotte, dans les professions libérales, pensait et agissait, était révolutionnaire, c'est-à-dire socialiste de façon ou d'autre. Il n'y avait pas, comme dans les pays de l'Europe occidentale, de moyenne bourgeoisie satisfait. L'ancien régime n'était réellement défendu que par le haut clergé, la noblesse de cour, la finance, quelques politiciens, bref par une infime aristocratie. Les idées révolutionnaires trouvaient donc partout un terrain favorable. Pendant longtemps, la noblesse et la bourgeoisie donnèrent à la révolution la fleur de leurs jeunes générations. Quand un militant se cachait, il rencontrait de nombreux concours spontanés, désintéressés, dévoués. Quand on arrêtait un révolutionnaire, il arrivait — de plus en plus souvent — que les soldats chargés de le convoier sympathisaient avec lui et que parmi ses geôliers il y eût presque des « camarades ». Si bien que, dans la plupart des prisons, il était facile de correspondre clandestinement avec l'extérieur. Ces sympathies facilitaient aussi les évasions. Gueschouni, condamné à mort et transféré d'un cachot à un autre, rencontra des gendarmes qui étaient des amis. Bourtzev, dans sa lutte contre la provocation, trouva jadis des concours précieux chez un haut fonctionnaire de l'Intérieur, par hasard honnête homme, M. Lopoukhine, et chez un ancien policier, Bakal. J'ai connu une révolutionnaire qui avait été surveillée dans une prison ; les cas des « surveillants » convertis par les détenus n'étaient au reste pas rares... Quant à l'état d'esprit des éléments les plus arriérés — au point de vue révolutionnaire — de la population, ces faits sont symptomatiques.

**

Dans cette atmosphère défavorable, la police opérait savamment. Soit. Elle réussissait, par exemple, à « liquider » l'organisation social-démocrate de Riga. Soixante-dix arrestations décapitaient le mouvement dans la région. Supposons un instant la « liquidation » complète. Personne n'y a échappé. Et puis ?

D'abord, ces soixante-dix arrestations ne passaient pas inaperçues. Chacun des militants était en relations avec au moins une dizaine de per-

sonnes. Sept cents personnes au bas mot se trouvaient donc tout à coup en présence de ce fait brutal : l'arrestation de gens honnêtes et vaillants dont tout le crime était de vouloir le bien commun... Le procès, les condamnations, les drames privés qui en résultaient provoquaient envers les révolutionnaires une explosion de sympathie et d'intérêt. Si l'un d'entre eux réussissait à faire entendre, du banc des accusés, une voix énergique, on peut dire avec certitude que l'organisation devait, à l'appel de cette voix, renaître de ses cendres : ce n'était plus qu'une question de temps.

Ensuite, que faire des soixante-dix militants emprisonnés ? On ne peut que les enfermer pour assez longtemps ou les exiler dans les régions désertes de la Sibérie. Soit. En prison — ou en Sibérie — ils trouvent des camarades, des maîtres et des élèves. Les loisirs forcés qu'on leur fait, ils les emploient à l'étude, à la culture théorique de leurs idées. A souffrir en commun, ils s'endurcissent, se trempent, se passionnent. Tôt ou tard, évadés, amnistiés — grâce à des grèves générales — ou libérés à terme, ils rentreront dans la vie sociale, vieux révolutionnaires, « illégaux », cette fois, singulièrement plus forts qu'ils n'en étaient sortis. Pas tous, assurément. Quelques-uns mourront en chemin : sélection qui a son utilité. Et le souvenir des amis perdus rendra les survivants irréconciliables..

Enfin, une liquidation n'est jamais absolument complète. Les précautions des révolutionnaires en sauvent quelques-uns. Les intérêts de la provocation même exigent qu'on laisse quelques personnes en liberté. Et le hasard intervient dans le même sens. Les « rescapés », bien que placés dans des situations très difficiles, se trouvent bientôt à même de profiter de la disposition favorable du milieu...

La répression ne spéculé en définitive que sur la peur. Mais la peur peut-elle suffire à combattre le besoin, l'esprit de justice, l'intelligence, la raison, l'idéalisme, toutes forces révolutionnaires ? En comptant sur l'intimidation, les réacteurs perdent de vue qu'ils suscitent plus d'indignation, plus de haine, plus de soif de martyre que de crainte véritable. Ils n'intimident que les faibles : ils exaspèrent les meilleurs et trempent la résolution des plus forts.

Et les provocateurs ?...

A première vue, ils peuvent causer au mouvement révolutionnaire un préjudice terrible. Est-ce bien vrai ?

Grâce à leur concours, la police peut, certes, multiplier les arrestations et les « liquidations » de groupes. Dans certaines circonstances, elle peut contrecarrer les desseins politiques les plus profonds. Elle peut perdre des militants précieux. Les provocateurs ont souvent été les pourvoyeurs directs du bourreau. Tout cela est terrible, certes. Mais il n'en reste pas moins vrai que la provocation ne peut jamais nuire qu'à des individus ou à des groupes et qu'elle est à peu près impuissante contre le mouvement révolutionnaire considéré dans son ensemble.

Nous avons vu un agent provocateur se charger de faire entrer en Russie (1912) la littérature bolchevik ; un autre (Malinovsky) prononcer à la Douma des discours rédigés par Lénine ; un troisième, organiser l'exécution de Plevhe. Dans le premier cas, notre fourbe peut livrer à la police une quantité assez grande de littérature : il ne peut

cependant, sous peine d'être « brûlé » immédiatement, ni lui livrer toute la littérature, ni même lui en livrer plus d'une quantité relativement restreinte. Bon gré, mal gré, il contribue donc à sa diffusion. Or, qu'une brochure de propagande soit répandue par les soins d'un agent secret ou par ceux d'un militant dévoué, le résultat en est le même : l'essentiel est qu'elle soit lue. Que l'exécution de Plevhe soit organisée par Azeff ou par Savinkov, il n'importe à nos yeux. Peu nous chaut même qu'elle fasse peut-être le jeu d'une camarilla policière en lutte avec une autre ; l'essentiel est que Plevhe disparaisse, et les intérêts de la révolution dans cette affaire sont autrement grands que ceux des Machiavels infimes et infâmes de l'Okhrana. Quand l'agent secret Malinovsky fait retentir à la Douma la voix de Lénine, le ministère de l'Intérieur aurait bien tort de se réjouir du succès de son stipendié. La parole de Lénine a pour le pays beaucoup plus d'importance que la voix d'un misérable n'en a par elle-même. De sorte que l'on peut, me semble-t-il, donner de l'agent provocateur deux définitions qui se valent, mais dont la seconde est de beaucoup la plus significative :

1° L'agent provocateur est un faux révolutionnaire ;

2° L'agent provocateur est un policier qui sert malgré lui la révolution.

Car il faut toujours qu'il *paraisse* la servir. Mais, en cette matière, il n'y a pas d'apparences. Propagande, combat, terrorisme, tout est *réalité*. On ne milite pas à demi ou superficiellement.

Des misérables qu'un moment de lâcheté avait précipités dans cette fange, l'ont senti. Maxime Gorky a naguère publié, dans ses *Considérations inactuelles*, une curieuse lettre d'agent provocateur. L'homme écrivait à peu près ceci : « J'avais conscience de mon infamie, mais je savais bien qu'elle ne pouvait pas retarder d'une seconde le triomphe de la révolution ».

..

La vérité, c'est que la provocation envenime la lutte. Elle incite au terrorisme, même lorsque les révolutionnaires préféreraient ne pas verser le sang. Que faire, en effet, d'un traître ? L'idée de l'épargner ne peut venir à personne. Au duel entre la police et les révolutionnaires, la provocation ajoute un élément d'intrigue, de souffrance, de haine, de mépris. Est-ce plus dangereux pour la révolution que pour la police ? Je crois le contraire. A d'autres point de vue, la police et la provocation ont un intérêt immédiat à ce que le mouvement révolutionnaire qui fait leur raison d'être soit toujours menaçant. Au besoin, plutôt que de renoncer à une féconde source de profits, ils ourdiront eux-mêmes des complots : cela s'est vu. Ici, l'intérêt de la police est nettement en contradiction avec celui du régime qu'elle a pour mission de défendre. Le jeu de tels agents provocateurs d'une certaine envergue peut créer un danger à l'Etat même. Azeff organisa jadis un attentat contre le tsar, attentat qui n'échoua que par une circonstance tout à fait fortuite et imprévue (défaillance de l'un des révolutionnaires). A ce moment, l'intérêt personnel d'Azeff — qui lui était beaucoup plus cher, n'en doutons point, que la sécurité de l'Empire — exigeait une action d'éclat : une suspicion pesait sur lui, qui mettait sa vie en danger. On s'est, d'autre part, demandé si les attentats qu'il a fait réussir ne servaient pas les desseins de quelque Fouché. Il se peut. Mais de semblables intrigues, parmi les dé-

tenteurs du pouvoir, n'attestent que la gangrène d'un régime, et ne contribuent pas peu à sa chute.

**

La provocation est plus dangereuse par la défiance qu'elle sème entre les militants. Aussitôt que quelques traîtres ont été démasqués, la confiance disparaît au sein des organisations. Chose terrible : car la confiance est le ciment de toute force révolutionnaire. Des accusations sont murmurées, puis formulées tout haut, le plus souvent impossibles à tirer au clair. Il en résulte des maux infinis, plus graves à certains égards que les maux infligés par la provocation réelle. Que l'on se souvienne de ces choses navrantes : Barbès accusa l'héroïque Blanqui — et Blanqui, malgré ses quarante années de réclusion, malgré toute sa vie exemplaire, sa vie d'indomptable, ne put jamais se laver d'une indigne calomnie. Bakounine fut accusé de même. Et que de victimes moins connues — non moins atteintes pourtant : Girier-Lorion, anarchiste, est accusé de provocation par le député « socialiste » Delory : pour se laver d'un intolérable soupçon, il tire sur les agents et va mourir au bagne. Presque semblable la fin, en Belgique, d'un autre vaillant, anarchiste lui aussi, Hartenstein-Sokoloff (procès de Gand, 1909), que toute la presse socialiste saluait ignominieusement et qui est mort en prison... Car c'est une tradition : les ennemis de l'action, les lâches, les bien-installés, les opportunistes, ramassent volontiers leurs armes dans la boue ! Le soupçon et la calomnie leur servent à discréditer les révolutionnaires. Ce n'est pas fini.

Ce mal — le soupçon, la défiance entre nous — ne peut être circonscrit que par un grand effort de volonté. Il faut — et c'est d'ailleurs la condition préalable de toute lutte victorieuse contre la provocation véritable dont chaque accusation calomnieuse portée contre un militant *fait le jeu* — que jamais un homme ne soit accusé à la légère ; et que jamais une accusation formulée contre un révolutionnaire ne soit *classée*. Chaque fois qu'un homme aura été effleuré d'un pareil soupçon, un jury de camarades doit statuer et se prononcer sur l'accusation ou sur la calomnie. Règles simples à observer avec une inflexible vigueur si l'on veut préserver la santé morale des organisations révolutionnaires.

Et, d'ailleurs, bien qu'il puisse être très dangereux pour les individus, il ne faut pas surestimer les forces de l'agent provocateur ; car il dépend dans une large mesure de chaque militant de se défendre efficacement.

**

Les révolutionnaires russes, dans leur longue lutte contre la police de l'ancien régime, avaient acquis une connaissance pratique très sûre des méthodes et des procédés de la police. Et si elle était très forte, ils lui étaient néanmoins supérieurs... Quelle que soit la perfection des graphiques dressés par les spécialistes de l'Okhrana sur l'activité d'une organisation donnée, on peut être à l'avance certain d'y constater des lacunes. Rarement, disais-je, une « liquidation » de groupe était complète : car, à force de précautions, quelqu'un y échappait toujours. Dans le tableau, si laborieusement dressé, des relations de Boris Savinkov, des noms manquent certainement ; et je ne sais pas si ce ne sont pas les plus importants. Les militants russes considéraient, en effet, que l'action clandestine (illégal) est soumise à

de rigoureuses lois. A tout propos, ils se posaient cette question : « Ceci est-il conforme aux règles de la conspiration ? » (1) Je n'ai pas l'outrecuidante prétention de résumer en dix lignes le « Code de la Conspiration », qui a eu parmi les plus grands adversaires de l'autocratie et du capital, en Russie, des théoriciens et des praticiens remarquables. Le bien étudier serait d'une grande utilité. Il doit comprendre les règles les plus simples, auxquelles, précisément peut-être à cause de leur simplicité, on ne songe pas toujours... De l'étude qui précède, nous pouvons, par exemple, déduire nous-mêmes les préceptes suivants, à l'usage de tout militant révolutionnaire :

1° Tenir toujours compte d'une filature possible, s'attacher à la reconnaître et à la déjouer ;

2° Tenir toujours compte de l'existence d'un cabinet noir et ne rien confier à la poste ;

3° Ne se fier ni aux cryptogrammes, ni aux encres sympathiques ;

4° Se défier des téléphones ;

5° Ne pas collectionner les adresses des camarades et ne rien coucher sur le papier de ce qui a trait à l'action clandestine ;

6° Être d'une discrétion absolue ; ne pas s'entretenir d'affaires dans les lieux publics, dans les chambres d'hôtels, etc. ;

7° Dans la « vie illégale », sauvegarder en tout les apparences ; n'admettre que des camarades éprouvés, personnellement connus ; constituer les groupes par affinités en se fondant sur la confiance réciproque.

Pour peu que l'on veuille détailler, il est évident que le nombre de ces règles élémentaires peut être aisément augmenté. Mais le caractère général en est ici suffisamment indiqué. Grâce à cette science de la conspiration, des révolutionnaires ont pu vivre illégalement dans les capitales russes pendant des mois et des années. Il leur arrivait de se transformer, pour les besoins de la cause, en marchands ambulants, en cochers, en « riches étrangers », en domestiques, etc., etc. Dans tous ces cas, il fallait qu'ils vécussent leurs rôles. Pour faire sauter le palais d'Hiver, l'ouvrier Stépan Khaltourine y vécut des semaines de la vie des ouvriers attachés au palais. Kaliaeff, surveillant Plevhe à Pétrograd, fut cocher. Lénine et Zinoviev, traqués par la police de Kerensky, réussirent à se cacher à Pétrograd ; ils ne sortaient que grimés.

L'action illégale crée à la longue des mœurs et une mentalité où l'on peut voir la meilleure des garanties contre les méthodes de la police. Quels policiers de génie, quels fourbes habiles, peuvent se mesurer avec des révolutionnaires sûrs d'eux-mêmes, circonspects, réfléchis et braves, obéissant à un mot d'ordre commun ?

Quelle que soit la perfection des méthodes mises en œuvre pour les surveiller, n'y aura-t-il pas toujours, dans leurs faits et gestes, une inconnue irréductible ? N'y aura-t-il pas toujours, dans les équations le plus laborieusement élaborées par leur ennemi, un grand X redoutable ? Traître, mouchard, limier sagace, qui peut déchiffrer l'intelligence révolutionnaire et mesurer la puissance de la Volonté révolutionnaire ?

**

Quand on a pour soi les lois de l'histoire, les intérêts de l'avenir, les nécessités économiques et

(1) *Konspirativno* ?

morales qui conduisent à la révolution ; quand on sait clairement ce qu'on veut, de quelles armes on dispose et quelles sont celles de l'adversaire ; quand on a pris son parti de l'action illégale ; quand on a confiance en soi et quand on ne travaille qu'avec ceux en qui l'on a confiance ; quand on sait que l'œuvre révolutionnaire exige des sacrifices et que toute semence de dévouement fructifie au centuple, on est invincible.

...La preuve en est que les milliers de dossiers de l'Okhrana, les millions de fiches de service de renseignements, les merveilleux graphiques de ses techniciens, les ouvrages de ses savants, — tout ce mirifique arsenal est aujourd'hui entre les mains des communistes russes. Les « Flics », un jour d'émeute, se sont sauvés sous les huées de la foule ; et ceux qu'on a pris au collet ont fait un plongeon — définitif — dans les canaux de Pétrograd ; la plupart des fonctionnaires de l'Okhrana ont été fusillés (1) ; tous les provocateurs que l'on a pu identifier ont subi le même sort ; et, tout récemment, nous avons, un peu pour l'édification des camarades étrangers, réuni dans une sorte de musée un certain nombre de pièces particulièrement curieuses prises dans les archives secrètes de la Sûreté de l'Empire... Notre exposition avait lieu dans une des plus belles salles du Palais d'Hiver ; et les visiteurs pouvaient, en s'approchant d'une fenêtre située entre deux colonnes de malachite, feuilleter le Livre d'Écrou de la forteresse de Pierre-et-Paul, ténébreuse bastille du tsar, sur les vieilles casernes de laquelle ils voyaient, de l'autre côté de la Néva, flotter le drapeau rouge.

Ceux qui ont vu cela savent que la Révolution, bien avant même d'avoir vaincu, est invincible.

Victor SERGE.

Pétrograd, octobre-novembre 1920.

(1) La république démocratique de Kerensky ayant cru pouvoir les épargner, quelques-uns ont réussi à passer à l'étranger.



Bibliothèque — — Communiste ∞ PARIS ∞

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 "
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La Maladie infantile du Communisme</i>	4 "
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 75
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
LÉNINE. — <i>L'Etat et la Révolution</i>	4 "
LÉNINE. — <i>Le Rôle des Jeunesses Communistes</i>	0 40
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> ..	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 "
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
... <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
... <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
... <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
... <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	épuisé
... <i>Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc.</i>	1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.

Tous les Communistes
doivent lire :

TOUS LES MATINS

l'Humanité

TOUS LES SOIRS

l'Internationale

TOUTES LES SEMAINES

le Bulletin Communiste

ET

la Voix Paysanne

Bulletin Communiste
Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	13 "	14 "
12 mois	26 "	28 "

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Le Gerant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.